

# LABORATOIRE DE L'IRSEM 2013





## SOCIOLOGIE D'UNE AUTRE BATAILLE

### LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE Analyse comparée : France, Royaume-Uni, Allemagne

*DAVID DELFOLIE*

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document  
n'engagent que leurs auteurs.  
Elles ne constituent en aucune manière  
une position officielle du ministère de la défense.

## **LABORATOIRES DE L'IRSEM DÉJÀ PARUS :**

- 1- L'ASIE DU NORD-EST FACE À LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA CHINE
- 2- L'IMPACT DU PARTENARIAT ENTRE LES BRIC (BRÉSIL, RUSSIE, INDE ET CHINE) ET LES PAYS AFRICAINS SUR L'ÉVOLUTION DU RÉGIONALISME SÉCURITAIRE
- 3- L'ARMÉE AUSTRALIENNE DANS LA GUERRE DU VIETNAM
- 4- LA « RECONSTRUCTION POST-CONFLIT ». IMPLICATIONS ET LIMITES D'UN CONCEPT MULTIDIMENSIONNEL.
- 5- AN UNPRECEDENTED POWER SHIFT AND THE REVIVAL OF EAST ASIA
- 6- ATELIER DE RÉFLEXION PORTANT SUR DES PROPOSITIONS D'ÉVOLUTION DES MODALITÉS DE CONTRACTUALISATION ET DE CONDUITE DES PROGRAMMES D'ARMEMENT
- 7- THE ROLE OF GREENLAND IN THE ARCTIC
- 8- RÉFLEXION SOCIÉTALE SUR LES INTERFACES CERVEAU-MACHINE POUR L'HOMME ET IMPLICATIONS POUR LA DÉFENSE
- 9- LA FORMATION D'ARMÉES ÉTRANGÈRES. ÉTUDE COMPARATIVE DES POLITIQUES DES PRATIQUES DES ANNÉES 1950 À 2010.
- 10- L'ACADÉMIE DE LA BOUE. REGARDS CROISÉS SUR L'APPRENTISSAGE DES FORCES ARMÉES
- 11- LA GESTION DE LA CRISE LIBYENNE PAR L'UNION AFRICAINE : CHRONIQUE D'UNE IMPUISSANCE ANNONCÉE
- 12- LE ROLE SOCIAL DES ARMÉES : PERSPECTIVES COMPARATIVES ET ACTUALITÉ
- 13- MÉDIATION RÉGIONALE : LE CAS ISRAËLO-PALESTINIEN
- 14- LA PAIX PAR LE COMMERCE, DE L'ÉPOQUE MODERNE A NOS JOURS - MYTHE ET RÉALITE
- 15- DE L'ASYMÉTRIE CAPACITAIRE A L'ASYMÉTRIE DES BUTS DE GUERRE : REPENSER LE RAPPORT DE FORCE DANS LES CONFLITS IRRÉGULIERS
- 16- LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET BILATÉRALE EN MATIÈRE DE CYBERSÉCURITÉ : ENJEUX ET RIVALITÉS
- 17- ENVIRONMENTAL SECURITIZATION WITHIN THE UNITED NATIONS : A POLITICAL ECOLOGY PERSPECTIVE
- 18- LA RÉFORME DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ : QUEL DIFFÉRENTIEL FRANÇAIS ?
- 19- PENSER LA CONFIANCE DANS L'ARMÉE : POUR UN PROGRAMME DE RECHERCHE

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) a pour mission de promouvoir la recherche sur les questions de défense et d'encourager une nouvelle génération de chercheurs. L'ensemble de ses productions et de ses activités peut être suivi sur son site :

[www.defense.gouv.fr/irsem](http://www.defense.gouv.fr/irsem)

Les opinions émises, les analyses proposées par les auteurs publiés, n'engagent pas le ministère de la Défense.

## **SOMMAIRE**

<b>Introduction .....</b>	<b>6</b>
 <b>PARTIE I</b>	
<b>Éléments sur les mécanismes de construction de l'information.....</b>	<b>12</b>
I. Un détour par la communication opérationnelle.....	13
1. La communication opérationnelle de l'Otan .....	13
2. La communication opérationnelle de la France .....	14
3. La communication opérationnelle du Royaume-Uni.....	17
II. L'agencement des relations entre les institutions, les médias et l'opinion publique : une voie médiane, "l'autonomie interdépendante" .....	18
 <b>Partie II</b>	
<b>ÉCLAIRAGES SUR LE TRAITEMENT MEDIATIQUE .....</b>	<b>28</b>
I. Précisions méthodologiques .....	29
II. Une couverture médiatique relativement homogène du conflit .....	34
III. La marque des logiques nationales à l'œuvre dans le récit médiatique des événements .....	40
 <b>Conclusion .....</b>	<b>47</b>
<b>Sources et Bibliographie .....</b>	<b>50</b>

Le présent document constitue le rapport final de la consultance intitulée « La couverture médiatique de l'intervention militaire en Libye. Analyse comparée : France, Royaume-Uni, Allemagne » (Marché N° C-IRSEM-2012-04).

De sincères et chaleureux remerciements sont à adresser aux personnes qui ont bien voulu accorder de l'attention à ce travail en réservant un peu de leur temps pour partager, chacune à partir de leur point de vue, leurs connaissances utiles à sa réalisation.

Leur bienveillance et leur bonne volonté sont d'autant plus à souligner qu'un nombre significatif d'interlocuteurs n'ont pas souhaité donner suite aux démarches destinées à recueillir leur parole. Il est normal et courant que cela se produise, mais rarement dans des proportions qui ne relèvent pas de l'exception, en particulier pour un protocole de recherche assez modeste en comparaison de vastes enquêtes qualitatives pour lesquelles sont parfois interrogées quelques dizaines de personnes, voire davantage.

La sensibilité du sujet à plusieurs égards pourrait expliquer certains refus. L'emploi du temps *a priori* chargé des personnes répondant aux critères du panel, dont quelques-unes, étrangères, ont pu se sentir peu motivées à répondre à des questions pour la réalisation d'un travail leur semblant « lointain », est une autre explication possible.

Au regard de ces éléments, la disponibilité et la sollicitude de la plupart des personnes interrogées, notamment celles de nationalité britannique, méritent une mention particulière.

## ■ INTRODUCTION

L'intervention militaire de l'Otan en Libye a constitué une séquence politique particulière de ce qui est désormais couramment désigné par l'expression de Printemps arabe<sup>1</sup>. Entamé en Tunisie en décembre 2010, ce mouvement de contestation des ordres politiques autoritaires établis, sur fond de revendications sociales et démocratiques, a traversé depuis l'ensemble du monde arabe, et même au-delà comme en témoigne une série d'événements survenus sous d'autres latitudes<sup>2</sup>. Derrière la singularité du vocable de Printemps arabe, existe toutefois une variété de sociétés, trop souvent appréhendées uniformément, et de régimes dont la contestation a pris des formes et un tour tout aussi variés<sup>3</sup>. En Algérie, au Maroc, ou encore par exemple en Jordanie, les manifestations populaires ont abouti à la mise en chantier de réformes diversement conséquentes par les pouvoirs en place, marquant cependant une amorce de changements sociopolitiques. En Tunisie, en Égypte et au Yémen, les révoltes populaires ont provoqué le départ des présidents Zine el-Abidine Ben Ali, Hosni Moubarak et Ali Abdallah Saleh, ouvrant la voie, dans des conditions différentes, à des processus de transition démocratique à l'issue encore incertaine. Dans les monarchies du golfe Persique, les velléités contestataires, certes de moindre ampleur qu'ailleurs et rapidement circonscrites, ont été prises au sérieux par des oligarchies se croyant jusqu'alors protégées de l'agitation sociale par la prospérité économique. En Syrie, la répression féroce du régime de Bachar el-Assad à l'encontre des insurgés a plongé le pays dans une situation de quasi guerre civile dont les conséquences et le dénouement demeurent encore imprévisibles. Si l'analyse de la généalogie de ces bouleversements fait maintenant l'objet de discussions nourries<sup>4</sup>, leurs effets dans le temps long restent à observer.

La Libye n'est pas demeurée imperméable à l'effervescence ayant traversé le monde arabe. Toutefois, sa situation est singulière. Outre un soutien politique, les insurgés syriens bénéficient depuis peu d'une aide matérielle et logistique diverse de plusieurs États, dont la France. Néanmoins, jusqu'à ce jour, seule l'insurrection en Libye a fait l'objet d'une réelle internationalisation de ses développements, marquée par l'intervention militaire directe d'une coalition étrangère, qui a abouti à la chute du régime de Mouammar Kadhafi. Un élément est frappant quant à la généalogie de l'intervention : il s'agit de la rapidité – au miroir de ce qu'est ordinairement le temps diplomatique – avec laquelle elle est survenue, soit à peine plus d'un mois après les premières révoltes populaires dans l'est du pays. En effet, les 15 et 16 février 2011, des manifestations insurrectionnelles éclatent dans la ville de Benghazi, puis à El-Beida. Dès le 17 février, le régime libyen organise une contre-insurrection à Tripoli pour tenter de décourager le développement de la contestation et engage un mouvement de répression contre les insurgés. Le 25 février, ces derniers revendiquent le contrôle du nord-est du pays, dont les villes de Tobrouk et de Benghazi. Le même jour, une « guerre des mots » éclate sur la scène internationale : le secrétaire général de l'Onu annonce que la répression massive décrétée par le régime libyen a déjà fait environ 1 000 morts tandis que Mouammar Kadhafi avance qu'Al-Qaïda est à l'origine de l'agitation née à Benghazi. Le lendemain, le Conseil de sécurité de l'Onu vote la résolution 1970 qui instaure un embargo sur les ventes d'armes et les matériels associés à la Libye, un gel des avoirs à l'étranger de l'État libyen et une interdiction de circulation de ses principaux dignitaires. L'Onu tente également de faire directement pression sur Mouammar Kadhafi en indiquant que les « *attaques systématiques* » contre les insurgés « *peuvent être assimilées à des crimes contre l'humanité* ». Le jour suivant, les insurgés de Benghazi installent le Conseil national de transition (CNT). Le 10 mars, après une visite de ses représentants à l'Élysée, la France annonce qu'elle reconnaît officiellement le CNT. Le lendemain lors d'un sommet à Bruxelles, une majorité des pays de l'Union européenne (UE), dont l'Allemagne, refuse de soutenir la proposition franco-britannique d'instaurer une zone d'exclusion aérienne en Libye. La mesure, réclamée par la Ligue arabe, fait néanmoins l'objet d'intenses négociations à l'Onu durant les jours qui suivent. Face à une menace imminente de répression sanglante contre la population de Benghazi, assiégée par les forces du régime

---

<sup>1</sup> Mathieu Guidère note que l'expression de Printemps arabe, forgée en Occident, est très ethno-centrée et ne renvoie en rien à un vocable signifiant dans le monde arabe. Plus généralement, il souligne toutes les difficultés existantes pour appréhender objectivement « l'histoire immédiate » dans le cas des révolutions arabes. GUIDÈRE, Mathieu, « Histoire immédiate du « printemps arabe » », *Le Débat* 1/2012, N° 168, pp. 129-145.

<sup>2</sup> Voir par exemple MONGIN, Olivier, « Au-delà du printemps arabe, un basculement social à l'échelle mondiale », *Esprit*, 2011/12, pp. 141-145.

<sup>3</sup> BADIE, Bertrand, « Printemps arabe : un commencement », *Études* 2011/7, Tome 415, pp. 7-18. L'auteur insiste notamment sur la diversité des situations nationales dans le mouvement, qui semble pourtant être commun, du Printemps arabe.

<sup>4</sup> Voir par exemple GUIDÈRE, Mathieu, *Le Choc des révolutions arabes*, Paris, Autrement, 2011.

**SOCIOLOGIE D'UNE AUTRE BATAILLE**  
**LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE**  
**Analyse comparée : France, Royaume-Uni, Allemagne**

---

libyen, le soutien décisif des États-Unis amène le ralliement d'autres pays jusqu'alors partagés. Ainsi, le 17 mars, le Conseil de sécurité de l'Onu adopte la résolution 1973. Elle instaure une zone d'exclusion aérienne en Libye, mais surtout elle autorise l'emploi, selon une formule proposée par les États-Unis, de « *toutes les mesures nécessaires* » pour assurer la protection des civils contre la répression du régime libyen. L'abstention de l'Allemagne, plus surprenante que celle de la Russie et de la Chine, suscite quelques tensions politiques et diplomatiques. Toutefois, la voie à une intervention militaire rapide est dès lors ouverte. Placée sous l'égide des Nations Unies, les opérations aériennes, et secondairement navales, débutent dès le 19 mars. Elles sont ensuite conduites à partir du 01 avril dans le cadre multilatéral de l'Otan sous le nom de code d'opération *Unified Protector* et s'achèvent le 31 octobre. Au final, 18 États, avec certes des implications individuelles très diverses, ont participé à l'intervention : la Belgique, la Bulgarie, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Émirats Arabes Unis, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Italie, la Jordanie, la Norvège, les Pays-Bas, le Qatar, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Suède et la Turquie.

Ce n'est pas l'objet ici de présenter en détails le récit de l'intervention militaire. Cependant, il est utile d'en donner les principaux repères, en 20 dates clefs, afin de rendre compréhensibles les éléments qui seront évoqués quant à son traitement médiatique.

- 19 mars : tenue du Sommet de Paris pour le soutien du peuple libyen. L'Allemagne réaffirme son intention de ne pas participer aux opérations militaires en préparation. Lancement par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni des premiers raids aériens pour stopper une grande offensive imminente des forces du régime libyen contre Benghazi.
- 29 mars : La Conférence de Londres marque la création du Groupe de contact sur la Libye.
- 01 avril : l'Otan prend le commandement de l'intervention militaire, malgré les réticences de la France. La première « bavure » à l'encontre de civils et de rebelles a lieu le jour-même lors d'un raid aérien.
- 11 avril : le CNT refuse le plan de sortie de crise, accepté par Mouammar Kadhafi, présenté par une délégation de médiateurs de l'Union africaine (UA) conduite par le président sud-africain Jacob Zuma. Les insurgés font du départ du dictateur libyen un préalable politique.
- 30 avril : Trois petits-enfants de Mouammar Kadhafi, ainsi que son plus jeune fils, Saif al-Arab, sont victimes d'un raid aérien. L'évènement renforce les questionnements sur les objectifs poursuivis par l'Otan, qui apparaissent de plus en plus comme s'écartant du cadre supposé de la résolution 1973.
- 11 mai : l'aéroport de Misrata est conquis par les insurgés libyens, marquant une victoire décisive pour le contrôle de cette ville importante sur la route de Tripoli.
- 01 juin : l'Otan, dont la stratégie militaire et politique suscite des interrogations et des critiques croissantes, annonce la prolongation jusqu'à la fin du mois de septembre de son intervention en Libye.
- 07 juin : l'Otan mène des raids aériens d'une ampleur jusqu'alors inédite sur des cibles de la capitale libyenne. Dans la nuit du 03 au 04 juin, les premières sorties d'hélicoptères de combat français et britanniques avaient déjà témoigné de l'intensification de la pression militaire contre le régime de Mouammar Kadhafi, décidée par les alliés à la mi-mai.
- 09 juin : alors que des conseillers militaires de plusieurs pays alliés sont présents depuis avril auprès des insurgés, le Groupe de contact sur la Libye, réuni à Abu Dhabi, annonce sa décision de fournir un soutien financier direct à la rébellion libyenne. Le groupe évoque également la préparation de « l'après-Kadhafi », signifiant politiquement que l'option de négocier avec le dictateur libyen, jusqu'alors encore envisagée, était devenue très improbable.

**SOCIOLOGIE D'UNE AUTRE BATAILLE**  
**LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE**  
**Analyse comparée : France, Royaume-Uni, Allemagne**

---

- 27 juin : la Cour pénale internationale (CPI) annonce la délivrance d'un mandat d'arrêt international pour crimes contre l'humanité à l'encontre de Mouammar Kadhafi, de son fils Saïf al-Islam et du chef des services de renseignements du régime libyen, Abdallah al-Senoussi.
  
- 14 juillet : Mouammar Kadhafi, désormais privé d'options politiques de sortie de crise, tente un regain de mobilisation de ses partisans en appelant dans un discours télévisé à une vaste offensive sur Benghazi. Escomptant un enlèvement du conflit à la faveur de la résistance de ses soutiens, il espère ainsi que la lassitude des opinions publiques occidentales et les divisions des alliés sur la stratégie à suivre ne finissent par avoir raison de l'intervention militaire.
  
- 15 juillet : le Groupe de contact sur la Libye, réuni à Istanbul, reconnaît le CNT comme « autorité gouvernementale légitime ». Néanmoins, la rébellion libyenne commence à susciter des interrogations croissantes à plus d'un titre (exactions, dissensions, convictions politiques, etc.).
  
- 28 juillet : alors que la stratégie militaire de l'Otan montre ses limites, l'offensive des insurgés dans l'ouest du pays est désorganisée par la mort suspecte du chef des opérations militaires du CNT, Adbel Fatah Younès, ancien ministre de l'Intérieur de Mouammar Kadhafi.
  
- 23 août : après une longue offensive, meurtrière, les insurgés libyens parviennent à s'emparer de la célèbre résidence de Mouammar Kadhafi, le centre névralgique de son régime. Cette victoire, symboliquement forte, marque la fin de la bataille pour le contrôle de Tripoli et une étape décisive pour l'issue du conflit.
  
- 29 août : fuite polémique de l'épouse de Mouammar Kadhafi en Algérie, accompagnée de sa fille Aïcha, sur le point d'accoucher, et de deux de ses fils.
  
- 15 septembre : deux jours après le premier discours officiel du président du CNT à Tripoli, qui témoigne de la restauration d'un pouvoir légitime en Libye, le président français et le Premier ministre britannique font une visite surprise à Benghazi.
  
- 21 septembre : les insurgés prennent le contrôle de Sabha, une des dernières villes détenues par les forces restées fidèles à Mouammar Kadhafi. Ils accentuent leur pression sur ces dernières désormais repliées dans les régions de Bani Walid et de Syrte, la ville natale du dictateur libyen.
  
- 17 octobre : le CNT confirme la prise de la ville de Bani Walid par les insurgés.
  
- 20 octobre : après deux mois de siège, les insurgés officialisent la fin de la bataille pour le contrôle de la ville de Syrte. Mouammar Kadhafi, blessé, est capturé tentant de fuir et décède peu après. Une polémique (toujours non tranchée) émerge sur les circonstances exactes de la mort du dictateur déchu.
  
- 31 octobre : l'Otan met officiellement fin à son intervention en Libye.

Le conflit libyen a fait l'objet d'une large exposition médiatique. Ce fut le cas en France et dans les pays impliqués au premier plan dans les opérations militaires, mais également en d'autres endroits. L'évènement n'a certes pas eu le même impact que l'affaire du Sofitel de New York mettant en cause Dominique Strauss-Kahn, notamment en France, ou la catastrophe de Fukushima au Japon, mais il demeure un des faits d'actualité les plus commentés de l'année 2011. Les évaluations quantitatives sont toujours difficiles à effectuer et posent de nombreux problèmes méthodologiques. Toutefois, pour avoir un ordre de grandeur, on peut par exemple se référer à un décompte de l'Unité de bruit médiatique (UBM) relatif au conflit. L'UBM – parfois dénommée Unité de *buzz* médiatique – est un outil de veille permanent de l'information qui s'est imposé comme l'instrument de mesure en temps réel de référence

**SOCIOLOGIE D'UNE AUTRE BATAILLE**  
**LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE**  
**Analyse comparée : France, Royaume-Uni, Allemagne**

de l'exposition médiatique des événements d'actualité. Établi en 2000 par l'institut Kantar Media, il a été optimisé en 2006 grâce à un partenariat avec Médiamétrie qui a permis d'en accroître la justesse. Il est le résultat d'un calcul effectué à partir des 110 principaux supports d'information français (presse écrite, presse en ligne, télévisions et radios), pondéré en fonction de leur audience. Il n'est pas un indicateur absolu – il ne prend pas en compte par exemple les relais d'opinions non-institutionnels, les réseaux sociaux, *etc.* – mais il donne des tendances fiables. De plus, standardisé, il permet d'établir des comparaisons. Ainsi, entre le 19 et le 21 mars 2011, la crise libyenne, au moment du déclenchement des opérations militaires, a fait l'objet en France d'un peu plus de 1 000 UBM par jour, soit en moyenne une dizaine d'occasions journalières pour un Français de plus de 15 ans d'être exposé à l'information la concernant. Pour les quatre premiers mois de l'année 2011, ce chiffre classe l'évènement à la troisième place des plus médiatisés (à égalité avec le soulèvement en Tunisie entre le 14 et le 17 janvier) derrière le tsunami au Japon et le mariage du prince William. L'actualité en Libye à la fin du mois de février a également généré un impact de l'ordre de 1 000 UBM<sup>5</sup>. De plus, au-delà de la dimension quantitative globale de sa couverture médiatique, l'intervention militaire a occasionné sur le plan qualitatif un traitement aux développements variés, agencés en phases thématiques assez différentes avec plusieurs pics informationnels. Ceci s'explique d'une part par la multiplicité des aspects du conflit : opérations militaires, stratégie politique, action des rebelles, attitude et réactions du régime libyen, situation des populations civiles, conséquences régionales et internationales, éléments prospectifs sur l'après-conflit... D'autre part, la durée de l'intervention en Libye a été suffisamment longue pour que se distinguent des évolutions marquées dans le temps quant à son appréhension, mais également assez courte pour que les faits s'y rapportant, plus ou moins conséquents, continuent à mobiliser une attention médiatique quotidienne. On peut d'ailleurs ici souligner l'importance de l'échelle temporelle d'une séquence thématique de l'actualité pour son traitement médiatique.

L'intitulé du sujet proposé appelle à traiter de la manière dont l'intervention militaire en Libye a été relatée, présentée, discutée, dans les médias français, britanniques et allemands. Il vise à en dégager des enseignements particuliers, mais aussi à illustrer des éléments relatifs à la mise en scène publique des conflits dans un environnement où la circulation des informations s'est accrue, notamment en raison des technologies numériques d'information et de communication (TNIC). Depuis longtemps dans l'histoire contemporaine, le recours à la propagande – avec toutes les précautions d'usage que suppose l'emploi du terme – apparaît comme un facteur important, à côté d'autres, pour assurer la légitimité des décisions politiques, et corrélativement l'adhésion de la population à leur exécution. De nombreux travaux de sciences humaines et sociales ont montré, à partir de cas très différents, combien les discours et les représentations sociales, et donc les fondements de la construction de la légitimité, étaient un ressort déterminant des mobilisations populaires. Néanmoins, l'accessibilité plus large à une diversité de sources d'information pluralistes et aux moyens de communication modernes a lentement modifié les modalités d'extraversion et de réception de la parole institutionnelle. Et ceci n'est pas uniquement observable dans les sociétés démocratiques comme le montrent justement le Printemps arabe ou par exemple les enjeux politiques des réseaux sociaux en Chine. Ainsi, s'agissant des conflits armés, si l'importance de la communication au sens large (filtrage des données, rapport au secret, désinformation, propagande, *etc.*) n'est pas nouvelle, la « bataille de l'information et de l'opinion » est progressivement devenue une dimension à part entière de la plupart des guerres modernes. C'est un retour sur un aspect central de cette bataille, hors du théâtre des opérations, concernant la Libye, soit la manière dont l'intervention militaire a été traitée par les médias de trois pays diversement concernés par son déroulement, qui est ici proposé.

Le présent travail s'inscrit pleinement dans le champ disciplinaire de la sociologie, et non des sciences de l'information et de la communication. Son objet principal n'est donc pas de produire notamment une analyse communicationnelle de l'intervention militaire en Libye, qui serait dès lors traitée à travers une attention portée à la constitution de messages ou d'images, à leurs vecteurs de transmission et aux conditions de leur réception. Il n'est pas ici question de faire œuvre de déconstruction d'un hypothétique *story telling* du conflit, dont la supposition de son existence

---

<sup>5</sup> Source : Rapport UBM du 12/05/2011, Institut Kantar Media. Si l'on prend en compte les premiers jours du mois de mai, le classement indiqué est modifié par la mort d'Oussama Ben Laden, évaluée à 3 000 UBM pour la seule journée du 02 mai.

amènerait à penser de manière linéaire et homogène sa médiatisation. Au contraire, la multiplicité des acteurs concernés et la complexité de leurs rapports invitent à penser les choses en termes de processus dynamiques de construction. Dans cette perspective, avant d'aborder le traitement médiatique en lui-même, il est utile de porter une attention aux mécanismes<sup>6</sup> d'information et de communication, à leurs ressorts, ainsi qu'à la manière dont interagissent leurs facteurs constitutifs respectifs. Même si ce n'est pas l'aspect principal du sujet, ceci permettra de donner un éclairage nécessaire à ce qui sera ensuite développé. Le travail journalistique et les liens entre information et opinion faisant l'objet d'une abondante littérature, ce premier temps de la démonstration sera consacré à la communication opérationnelle durant l'intervention en Libye. Toutefois, un commentaire sur l'agencement des rapports entretenus entre les institutions, les médias et l'opinion publique précisera ensuite quelques points importants d'analyse. Enfin, au-delà de la dimension comparative spatiale du sujet, des éléments de comparaison avec l'intervention militaire de l'Otan au Kosovo seront apportés dans les développements afin d'enrichir la réflexion sur les modalités de traitement de l'information et leurs évolutions.

---

<sup>6</sup> « L'approche par les mécanismes vise donc à "expliquer" comment sont générés certains résultats sociaux. Il s'agit de dépasser de simples corrélations statistiques repérées entre des événements sociaux pour établir les processus qui au niveau micro (c'est-à-dire au niveau des actions des acteurs, avec leurs désirs, leurs croyances, contraints par leurs opportunités dans leurs interactions) conduisent au résultat à expliquer. Cette insistance sur la notion de mécanisme correspond donc à trois dimensions : – mettre en évidence le mécanisme générateur, au niveau micro, d'une réalité macrosociale ; – parvenir ainsi à une explication satisfaisante des phénomènes sociaux, à travers la mise en évidence de relations causales, que les corrélations statistiques ne révèlent pas en tant que telles ; – permettre de fournir une explication causale tout en échappant à une référence à des "lois" » ; DEMEULENAERE, Pierre, « De l'individualisme méthodologique à la sociologie analytique », dans KEUCHEYAN, Razmig, BRONNER, Gérald (dir.), *La théorie sociale contemporaine*, Paris, PUF, 2012, pp. 19-32, p. 30.



## **PARTIE I**

# **ÉLÉMENTS SUR LES MÉCANISMES DE CONSTRUCTION DE L'INFORMATION**

Après avoir effectué un détour pour comprendre le fonctionnement de la communication opérationnelle durant l'intervention militaire, il sera utile de préciser plusieurs éléments d'analyse relatifs aux mécanismes de construction de l'information. Étayés sur la base de données factuelles et théoriques, cette première partie vise à mettre en relief certains aspects de réflexion importants quant à l'agencement des relations entre les institutions, les médias et l'opinion publique, afin notamment d'apporter un cadrage nécessaire à l'étude comparée du traitement médiatique qui sera ensuite développée.

## **I. UN DÉTOUR PRÉALABLE PAR LA COMMUNICATION OPÉRATIONNELLE**

Depuis la période des guerres de décolonisation qui ont marqué dans le monde occidental une évolution importante pour la couverture médiatique des conflits, et la guerre du Vietnam à partir de laquelle sont clairement apparus les enjeux modernes de l'information sur les théâtres d'opérations, la communication des États démocratiques à l'endroit de leurs interventions militaires fut contrainte de s'adapter. Pour résumer un peu schématiquement les choses, sous l'influence du développement des moyens d'information et de la transformation du rapport des sociétés à la guerre, un changement global d'approche s'est progressivement imposé en matière de communication opérationnelle : une stratégie de gestion de la transparence s'est en quelque sorte substituée à une stratégie de gestion de l'opacité.

En dépit de ce constat, nombreuses sont les analyses qui considèrent que la communication opérationnelle demeure assimilable à de la propagande, par essence ou par pragmatisme, et ceci malgré les formes sophistiquées qu'elle revêt sous la pression de certaines contingences. Le propos n'est pas ici de trancher la question. On peut toutefois noter que les évolutions de la communication opérationnelle, comme la communication institutionnelle de manière générale, relèvent d'un processus de rationalisation qui est le fait de l'ensemble des structures étatiques. En France, la création de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense (DICOD) par un décret du 28 juillet 1998 peut par exemple être interprétée sous cet angle. Néanmoins, au-delà de cette dimension, la communication opérationnelle reste structurée par les missions inhérentes à ses objectifs, c'est-à-dire expliquer, justifier et légitimer l'action de l'État. Ceci n'a rien d'une anomalie anti-démocratique – chaque acteur social procédant ainsi pour conférer du sens à ses actions – quand certaines règles légales sont respectées et que des contre-pouvoirs ont les moyens de discuter, vérifier et équilibrer ce qui est avancé. Lorsque dans son communiqué de presse du 28 octobre 2011, le secrétaire général de l'Otan salue la fin de l'intervention militaire en Libye, il utilise des mots pour dresser son bilan qui sont cohérents avec la stratégie de communication poursuivie par l'Alliance : aucune mention n'est faite par exemple à Mouammar Kadhafi pour insister sur la justification officielle première des opérations militaires, soit l'aide aux Libyens (« *This is their victory* »). Il ne masque pas la réalité, son but n'est pas d'informer, il communique un message politique dans le cadre de ce qui est son rôle. C'est ainsi qu'il convient d'aborder la distinction entre informer et communiquer, dont la relation est certes inextricablement imbriquée, afin d'éviter certaines confusions d'analyse. Leurs logiques constitutives ne procèdent pas, pour une très large partie d'entre elles, des mêmes ressorts.

### **1. LA COMMUNICATION OPÉRATIONNELLE DE L'OTAN**

En ce qui concerne l'Otan, le dispositif de communication pour les opérations militaires est structuré de manière duale. La communication dite « politique » est gérée de manière entièrement intégrée au siège de l'organisation à Bruxelles par le *Nato Press Office*, placé sous la tutelle de son porte-parole. Outre l'organisation des points de presse, il a en charge la veille, le traitement, la diffusion des informations relevant des questions politiques. S'agissant de l'opération *Unified Protector*, ce fut par exemple les sujets relatifs aux positions des membres de l'organisation, à la stratégie globale poursuivie, aux développements diplomatiques du conflit, aux liens avec les insurgés libyens, etc.

Concrètement, le *Nato Press Office* est à l'origine de l'élaboration des communiqués de presse publiés durant l'opération. En fonction de la sensibilité des informations diffusées, une validation des éléments de langage est directement effectuée par le porte-parole de l'organisation ou son adjoint, et en lien avec le cabinet du secrétaire général pour les objets les plus importants. Ces derniers endossent également la responsabilité des déclarations publiques majeures sur le plan politique. Néanmoins, pour ce qui relève de la communication dite « opérationnelle », le *Nato Press Office* a surtout un rôle de relais, en particulier quant aux contenus des communiqués de presse et aux images issues du terrain. En effet, pour les questions liées aux opérations militaires, les informations sont recueillies, filtrées et traitées au sein du quartier général opérationnel par une *Public Affairs Team*. Cette dernière est composée de personnels originaires des principaux pays participants à l'opération et placée sous la responsabilité du commandement des opérations. Pour l'intervention en Libye, ce dispositif était donc installé en Italie auprès du général canadien Charles Bouchard.

Contrairement à l'intervention au Kosovo, la stratégie de communication de l'Otan dans le cas de la Libye a été « *extrêmement proactive* » (*entretien*). Cette pro-activité communicationnelle est une conséquence directe des enseignements retirés par l'organisation de son expérience kosovare, même si des raisons structurelles liées aux évolutions des modalités de diffusion de l'information et de leurs effets ne sont pas à négliger. Bien que les caractéristiques de la mission en Afghanistan soient particulières, notamment en termes de durée, impliquant une communication adaptée, on peut également identifier quelques changements dans la manière de gérer l'information par rapport aux opérations au Kosovo, qui témoignent de l'importance des leçons déduites de l'analyse de leur bilan. En effet, à l'époque, l'Otan a non seulement été critiquée pour son manque de transparence et la diffusion d'informations fausses, ouvrant la voie à des questionnements suspicieux récurrents sur son action, mais sa gestion à la fois défensive et maladroite de la communication, éprouvée par plusieurs séquences complexes à appréhender sur le plan de la « guerre des images », a fini par brouiller la réception des messages au fondement de la légitimation de son intervention<sup>7</sup>. De cette expérience, l'Otan a intégré dans ses mécanismes de fonctionnement que la « bataille de l'information » n'était pas uniquement un aspect important, parmi d'autres, de l'agencement d'une opération, mais une dimension à part entière du conflit et qu'elle devait donc être appréhendée comme telle dans la mise en œuvre de sa communication externe<sup>8</sup>. Dans le cas de la mission *Unified Protector*, l'aspect le plus visible de ce changement par rapport à celle du Kosovo concerne les informations ouvertes mises à la disposition des auditoires de l'organisation. Certes, durant l'intervention au Kosovo, à l'exception du site internet et d'autres supports de diffusion numériques, les modalités de transmission de l'information étaient comparables à celles adoptées pour la Libye. Les communiqués de presse ou la pratique du point presse sont des invariants de la communication institutionnelle. Néanmoins, les différences résident dans la masse, la diversité et l'accélération des informations diffusées. Outre un nombre plus important de communiqués de presse, l'organisation a par exemple rendu publiques davantage de statistiques et de photos concernant les opérations. De même, elle s'est efforcée de mettre à jour quotidiennement, voire plusieurs fois dans une même journée lors des pics évènementiels, les données relatives aux opérations pour s'adapter à la circulation rapide de l'information liée aux supports numériques. Elle a enfin pris soin d'éviter la transmission, aux effets contre-productifs, de mentions erronées, que ce soit volontairement, ou involontairement en ne vérifiant pas la fiabilité de certaines remontées du terrain comme ce fut le cas durant l'intervention au Kosovo.

## 2. LA COMMUNICATION OPÉRATIONNELLE DE LA FRANCE

En France, la communication institutionnelle du ministère de la Défense est assurée par la DICOD, dont le chef, secondé par un adjoint, occupe les fonctions de porte-parole du ministère. De manière courante, elle possède une compétence générale pour la conduite de la politique de communication, à double vocation interne et externe, de l'administration de la Défense. À ce titre, plusieurs missions lui sont dévolues, parmi lesquelles la conception et la mise en œuvre des actions de communication (événements, *etc.*), la veille médiatique sur les questions de défense et son analyse, la responsabilité éditoriale des supports de communication (site internet, publications diverses), la gestion des relations avec les médias (accréditations, aide aux reportages, *etc.*)... Elle exerce également une tutelle sur

---

<sup>7</sup> ROSENZWEIG, Luc, « L'Otan a perdu la guerre des mots et des images », *Le Monde*, 31/03/1999.

<sup>8</sup> Durant l'enquête, cet élément a été souligné par plusieurs interlocuteurs, dont le haut fonctionnaire de l'Otan interrogé.

**SOCIOLOGIE D'UNE AUTRE BATAILLE**  
**LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE**  
**Analyse comparée : France, Royaume-Uni, Allemagne**

---

l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD), chargé de la production audiovisuelle des armées. Cependant, s'agissant de la communication opérationnelle, la DICOD joue un rôle secondaire, intervenant davantage en soutien, en relais, qu'en première ligne.

Le volet politique de la communication de l'État dans les cas d'engagement de troupes françaises dans un conflit est supervisé au niveau interministériel par l'Élysée, en concertation avec les services du Premier ministre, du ministre de la Défense (dont la DICOD) et du ministre des Affaires étrangères. C'est notamment le cabinet du président de la République qui détermine la ligne de discours générale, fixe les grandes directives qui seront ensuite déclinées par les administrations concernées et valide les principaux éléments de langage utilisés. Des réunions de coordination existent pour cadrer certaines positions, mais elles ont lieu en parallèle d'un intense travail de dialogue permanent entre les services compétents, qui tentent de faire valoir leur point de vue, et la présidence de la République qui est *in fine* la dernière instance d'arbitrage. En ce qui concerne la construction de la décision, on est donc ici dans un schéma coopératif et fortement hiérarchisé plus que délibératif, en dépit de mécanismes de concertation bien rôdés. C'est ainsi que des nuances dans l'appréhension d'une situation peuvent parfois être discernées dans les communications différenciées que mettent en œuvre les ministères, sur les aspects relevant de leur domaine de compétence, avec leurs propres outils d'expression (prises de parole des ministres, communiqués de presse, etc.).

La dimension opérationnelle de la communication publique est quant à elle pilotée au sein de l'état-major des armées (EMA). Pour les sujets les plus sensibles, une coordination est effectuée avec les cabinets du président de la République et du ministre de la Défense, mais de manière courante l'EMA a une compétence subsidiaire pour cette mission. Précisément, c'est la cellule d'information et de communication de l'état-major qui en a la responsabilité de la mise en œuvre. L'officier supérieur qui dirige le service occupe d'ailleurs la fonction de porte-parole de l'EMA. Un peu comme pour l'Otan, la communication opérationnelle est donc – en principe – intégrée de manière centralisée au commandement militaire, sous l'autorité du chef d'état-major des armées qui dirige le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO)<sup>9</sup>. Pour mener sa mission de communication, l'EMA s'appuie sur un dispositif de remontée d'informations du terrain qui est activé à chaque intervention. Un conseiller de communication est affecté auprès du commandement des opérations, ainsi que des officiers de presse dans les différents centres tactiques. S'agissant du conflit libyen, ils étaient présents sur le porte-avion *Charles de Gaulle*, le BPC *Tonnerre*<sup>10</sup> et les bases aériennes mobilisées. Outre le traitement et la transmission d'informations en interne, ils « accompagnent » également les journalistes autorisés à effectuer des reportages *in situ* ; 244 accréditations ont ainsi été accordées dans le cadre de l'intervention en Libye<sup>11</sup>. De plus, des équipes de tournage de l'ECPAD complètent le dispositif. Au total, pour l'intervention en Libye, 25 personnes ont été ainsi affectées sur le terrain à des tâches d'information et de communication, en plus des personnels couramment employés à cette fin au sein de l'EMA<sup>12</sup>.

Concrètement, la cellule d'information et de communication de l'EMA assure une double mission. Tout d'abord, elle a un rôle de collecte et de traitement de l'information entrante. L'origine principale des informations qu'elle recueille est issue du dispositif opérationnel mis en place sur le terrain (données, images), mais elle est loin de constituer une source unique. Même si elle est moins équipée que la DICOD pour cela, elle opère également une veille et une analyse de l'information ouverte disponible qui est très importante pour déterminer les contenus de ce qui sera ultérieurement rendu public. La communication opérationnelle s'appuie sur certains axes cohérents avec les objectifs politiques et stratégiques poursuivis en termes de légitimation de l'intervention. Néanmoins, dans sa mise en œuvre, elle s'adapte en permanence, de manière plus ou moins conséquente, à ce qui est dit, rapporté, montré du conflit afin de demeurer autant que possible efficiente. Elle relève d'un processus d'élaboration constant. C'est la raison pour laquelle l'impératif de réactivité, qui suppose à la fois un rapport au temps maîtrisé dans l'analyse du contexte et une

---

<sup>9</sup> Le CPCO est l'organe chargé depuis 2004 de la préparation et de la direction des projections extérieures de l'armée française, y compris dans un cadre multilatéral.

<sup>10</sup> Bâtiment de projection et de commandement.

<sup>11</sup> Source : EMA.

<sup>12</sup> Source : EMA.

attention quotidienne portée aux événements en cours, est un aspect essentiel du travail de communication. L'engagement des hélicoptères français dans le conflit libyen apporte une illustration éclairante sur ce point. Entre le début des préparatifs de la mission à la mi-mai et les premières sorties, début juin, une période de *black out* sur le sujet devait être mise en place pour préserver l'effet de surprise. Or, dès le 22 mai 2011, le site internet du quotidien *Le Figaro* a révélé l'information, donnant des détails sur l'appareillage du BPC *Tonnerre*. La presse britannique a d'ailleurs fait de même le lendemain s'agissant de ses propres forces. Tout en tenant compte de cet élément, c'est-à-dire qu'il s'agissait d'essayer de faire diversion avec d'autres informations pour occuper autrement l'espace médiatique, la communication officielle n'a pas dévié de son objectif de moyen terme de conserver le silence afin de garantir l'efficacité stratégique de la manœuvre et la sécurité des hommes et des matériels engagés. Plus généralement, on comprend bien à travers cet exemple que les enjeux de la communication opérationnelle résident dans la gestion de deux temporalités, complémentaires mais parfois contradictoires, celle du temps long (stratégie) et celle du temps court (tactique), dont la mise en cohérence est une activité réflexive continue. Dans le cadre des réunions de coordination et des échanges avec ses homologues étrangers (Otan, pays alliés), la cellule centralise également un matériel indispensable pour ajuster ses positions, au-delà des règles tacites qui président (normalement) à la communication opérationnelle dans un cadre multilatéral : s'abstenir de critiques sur ses alliés, ne pas dévaloriser l'action collective et se concerter sur les points engageant les partenaires. Elle peut aussi être amenée à solliciter, en concertation avec la DICOD qui a la charge de leur commande, des sondages d'opinion.

Ensuite, la cellule d'information et de communication de l'EMA a un rôle de conception et de transmission des messages qui forment la dimension visible du travail de communication opérationnelle. En ce qui concerne les arbitrages sur le contenu des éléments à diffuser, elle sollicite une validation par le cabinet du ministre de la Défense et/ou la présidence de la République pour les sujets les plus sensibles, voire plus rarement par les services du Premier ministre, mais son autonomie décisionnelle en la matière est assez large dans le cadre général défini par l'autorité politique ; elle est aussi *de facto* dictée par les impératifs stratégiques de la conduite des opérations (éléments classés, etc.). Les réunions de concertation avec les autres services concernés (DICOD, cabinets, etc.), ou les points informels effectués avec eux, comme c'est souvent le cas avec le bureau du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, participent également à la rationalisation de la communication opérationnelle et à son insertion cohérente dans l'ensemble de la communication étatique. S'agissant des canaux de transmission, nombreux, le choix de leur usage est déterminé en fonction de la nature du message à diffuser et de l'audience visée. D'une part, après un travail de sélection, la cellule met à disposition des médias des contenus visuels extraits du matériel produit par les équipes de l'ECPAD présentes sur le terrain des opérations. Ces dernières avaient d'ailleurs commencé à filmer sur les bases les préparatifs de l'intervention militaire avant son déclenchement le 19 mars 2011. Cette mise à disposition est effectuée *via* le Serte (service d'exploitation radio télévision extérieur). C'est l'ancien nom, toujours usité par les professionnels, du service technique de la division française de la société GlobCast, filiale du groupe France Télécom. Regroupant d'anciennes activités techniques audiovisuelles qui dépendaient de l'entreprise publique, elle a été fondée en 2002 sous un statut de société anonyme. Son activité est dédiée principalement à la numérisation, l'agrégation, le reformatage et la transmission de contenus audiovisuels, placés sur des plateformes à destination de toute une série de médias. Durant l'intervention militaire en Libye, l'EMA a ainsi transmis 261 minutes de contenus audiovisuels au Serte – libres de droits pendant 30 jours – en 42 envois, dont 31 pendant la période de mars-avril 2011<sup>13</sup>. D'autre part, la cellule communique au travers de plusieurs canaux rituels. Si elle utilise peu la pratique du communiqué de presse, en revanche son responsable participe à toutes les conférences de presse du ministère de la Défense qui ont lieu le jeudi. Par ailleurs, durant l'intervention militaire en Libye, de nombreux points de presse ont été organisés par la cellule : quasi quotidiens dans les premiers temps des opérations, ils se sont progressivement espacés à mesure de leur inscription dans la durée, qui a nécessité d'ajuster l'intensité de la communication aux développements des événements. Pour les points de presse, la préséance des annonces majeures dévolue au pouvoir politique est un principe. Le premier qui suivit les premières frappes aériennes contre les forces de Mouammar Kadhafi ne fut ainsi organisé qu'après l'annonce officielle de l'Élysée. Enfin, et ce n'est pas le moindre de ses modes d'intervention, la

---

<sup>13</sup> Source : EMA.

cellule diffuse en continue des brèves en fonction de l'actualité, alimente les agences de presse, voire certains contacts privilégiés, en données factuelles ou en arguments, et répond aux questions des médias.

### 3. LA COMMUNICATION OPÉRATIONNELLE DU ROYAUME-UNI

Au Royaume-Uni, la communication opérationnelle est assez différente de celle de la France en termes d'organisation. Elle l'a été d'autant plus que par le passé dans le cas de l'intervention en Libye car le Royaume-Uni a expérimenté, à cette occasion, un nouveau dispositif interministériel.

À l'initiative de David Cameron, le gouvernement britannique a en effet créé une nouvelle structure de coordination nationale pour la gestion des questions de sécurité (au sens large), le *National Security Council (NSC)*. Il fut élaboré sur le modèle de son équivalent américain et installé le 12 mai 2010. Il est prioritairement compétent pour les questions de sécurité intérieure et les affaires stratégiques de Défense, mais sa mission se trouve élargie aux aspects d'autres domaines ayant un lien avec elles (économie, etc.). Il a aussi vocation à coordonner l'action de l'ensemble des services de renseignements du pays. Il est doté d'un secrétariat permanent, placé auprès du Premier ministre, qui est dirigé par un haut fonctionnaire d'expérience, occupant la fonction de *National Security Adviser (NSA)* auprès du gouvernement, et de deux adjoints. Dans ses réunions régulières, à côté du Premier ministre, du NSA et de ses membres permanents – une dizaine de ministres – sont présents selon leur ordre du jour, d'autres personnalités politiques et des hauts fonctionnaires civils et militaires. Dès le début du conflit libyen, un sous-comité du NSC, le *NSC(L)* dédié à la question, fut établi pour piloter et coordonner l'action de l'ensemble des services de l'État concernés. Concrètement, il se réunissait selon deux formats. Un premier niveau, regroupant les ministres et les responsables civils et militaires compétents de l'administration, arrêtait de manière concertée les principales décisions et assurait la cohérence interministérielle de la conduite politique de l'engagement du pays. C'est dans ce cadre que la question pétrolière, considérée comme une priorité stratégique, fut systématiquement intégrée dans les paramètres des discussions et fit l'objet d'un suivi particulier à travers la création d'un groupe de travail interministériel. Un second niveau, dont les réunions avaient lieu plusieurs fois par semaine, avait en charge l'application effective et le suivi des décisions. Par ailleurs, une équipe du secrétariat permanent du NSC fut spécifiquement affecté à la préparation des travaux du *NSC(L)* durant toute la durée du conflit. Sur le plan organisationnel, deux éléments peuvent être interprétés comme le signe de leçons tirées de la seconde guerre d'Irak. D'une part, un haut responsable du système judiciaire, l'*Attorney General* ou un de ses représentants, assistait à certaines réunions du *NSC(L)* pour prévenir toute faille légale dans les décisions arrêtées. D'autre part, des membres importants du réseau diplomatique extérieur furent associés au dispositif pour faire remonter les informations sur la perception de l'intervention en quelques endroits sensibles et surtout relayer sur le terrain des consignes de communication adéquates (éléments de langage, etc.) visant à limiter les effets d'une éventuelle dégradation de l'image du pays, notamment dans le monde musulman. Outre la question pétrolière et certaines décisions stratégiques, le *NSC(L)*, conformément à sa vocation, a directement coordonné plusieurs aspects de la participation du Royaume-Uni à l'intervention militaire en Libye : l'évacuation des ressortissants britanniques, l'aide humanitaire, le soutien aux rebelles et la rationalisation des ressources humaines et matérielles engagées. C'est également lui qui supervisa l'organisation de la Conférence de Londres où fut actée la création du Groupe de contact sur la Libye. En tant qu'instance de centralisation des informations, de concertation et de pilotage, le *NSC(L)* trancha aussi les orientations politiques, à double vocation domestique et extérieure, liées au conflit. C'est dans ce cadre qu'il assura la direction et la coordination de la communication de l'ensemble des services de l'État, dont sa dimension opérationnelle.

Là encore, marqué par les enseignements retirés de la participation controversée du pays à la seconde guerre d'Irak, le gouvernement britannique a porté une attention toute particulière aux questions de communication dans le cas du conflit libyen, comme l'illustre notamment l'organisation très centralisée de la chaîne décisionnelle en la matière. Son agencement était destiné à arbitrer au plus haut niveau une ligne de discours unique sur la position du pays, prenant en compte les divers aspects du conflit, afin d'éviter toute incohérence dans l'expression des services de l'État, parfois prompts à mettre chacun en avant leurs propres priorités, pour renforcer l'efficacité de sa portée. Il visait également

à répondre à l'exigence de réactivité qu'impose l'accélération de la circulation de l'information liée à l'usage des TNIC. Ce mode de rationalisation de la stratégie de communication n'a pas été exempt de quelques dysfonctionnements (du point de vue des objectifs escomptés). Des déclarations publiques de responsables militaires sur les limites des capacités d'intervention du pays ont ainsi quelque peu brouillé le message développé quant à la valorisation du travail des troupes engagées. De même, avant l'arrêt de l'intervention, la formule malheureuse d'un membre du gouvernement exhortant les chefs d'entreprises britanniques « à faire leurs valises » pour être prêts le moment venu à investir dans la Libye de l'après-Kadhafi a créé un malaise en semblant reléguer la justification humanitaire de l'intervention militaire à un prétexte cynique pour une quête de nouveaux marchés. La presse n'a d'ailleurs pas manqué de dénoncer l'indécence de ces propos alors que les combats continuaient à faire des victimes sur le théâtre des opérations. Néanmoins, au-delà de ces exemples, la centralisation de la communication interministérielle sous l'égide du NSC(L) a été évaluée *a posteriori* par les acteurs concernés comme un dispositif ayant rempli de manière satisfaisante sa mission et pouvant donc être reconduit ultérieurement sous réserve de quelques ajustements (*entretiens*). Concrètement, une équipe professionnelle de communication spécialement dédiée au conflit libyen, la *Libya Communications Team (LCT)*, fut installée auprès des services du Premier ministre pour assurer une veille centralisée de l'information entrante, mais également la coordination interministérielle et la mise en œuvre effective de la communication politique étatique (liens avec les médias, etc.). Elle avait notamment la charge de préparer des *daily scripts* pour permettre la traduction en actes des grandes lignes de communication arrêtées par le NSC(L). Elle était aussi responsable de la concertation avec les services compétents de l'Otan et des pays alliés sur les questions dont elle avait la responsabilité. Son rôle est devenu prééminent au fur et à mesure de l'évolution du conflit où les enjeux politiques (futur de la Libye, etc.) sont devenus plus centraux que les aspects strictement militaires. À cet égard, la partie plus opérationnelle de la communication était assurée, en étroite coopération avec le LCT, par une autre instance interministérielle, le *Strategic Communications Synchronisation Group (SCSG)*. Sur décision du Premier ministre, il fut placé sous l'autorité du ministre de la Défense et désigné comme l'entité de référence pour la concertation avec les alliés sur la dimension militaire de la stratégie de communication. Le SCSG avait également la mission de proposer et de mettre en place des actions de contre-information sur le terrain pour déstabiliser la communication adverse. La répartition des compétences entre ces deux instances, de même que leurs grandes orientations, étaient décidées en amont par le NSC(L). Le responsable du LCT était d'ailleurs présent lors de ces réunions, alors que le ministre de la Défense y assurait la représentation du SCSG. C'est enfin au sein du NSC(L) que le gouvernement arbitrait les contenus destinés à l'information parlementaire.

## **II. L'AGENCEMENT DES RELATIONS ENTRE LES INSTITUTIONS, LES MÉDIAS ET L'OPINION PUBLIQUE : UNE VOIE MÉDIANE, « L'AUTONOMIE INTERDÉPENDANTE »**

Dans un premier temps, il convient de souligner certaines caractéristiques sociologiques des acteurs évoqués pour rappeler qu'ils sont, pris chacun à part, assez hétérogènes.

Comme on l'a montré précédemment, les institutions concernées (l'Otan, les États français et britannique) possèdent des schémas organisationnels différents pour la mise en œuvre de la communication opérationnelle, même si les supports et les moyens qu'ils utilisent à cette fin, ainsi que leurs missions sont très similaires. Depuis les écrits pionniers de Max Weber<sup>14</sup>, de nombreux travaux de sociologie ont permis d'affiner la compréhension du fonctionnement des bureaucraties, isolant certaines de leurs propriétés communes. On peut mentionner notamment ceux de Robert Merton<sup>15</sup>. Cependant, au-delà de caractéristiques structurelles en partage, les bureaucraties étatiques évoluent également en fonction de leur contexte historique, de leur lieu d'implantation, de leurs audiences, des singularités de leur mission... À de nombreux égards, leurs actions appellent donc à être différenciées. Il y a tout

---

<sup>14</sup> WEBER, Max, *Économie et société*, Tome 1, Paris, Plon, 1971 (1922).

<sup>15</sup> On en trouvera une présentation dans le recueil de textes suivant ; MERTON Robert, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965 (1953).

d'abord une différence de nature entre l'Otan et les administrations nationales. Les organisations internationales sont des espaces de négociation intégrés, ce qui implique, outre un travail particulier pour leurs agents, des mécanismes de production contraints par la recherche de compromis permanents. Dans les administrations nationales, la décision, si elle est le résultat d'arbitrages, relève davantage d'une répartition des rôles très hiérarchisée. À cet égard, ce qui est intéressant d'observer dans le cas britannique c'est que la création du NSC, destinée à produire une coordination accrue au plan interministériel dans un but d'efficacité, a *de facto* créé un espace d'expression des rapports de force internes de l'appareil d'État – chaque secteur faisant valoir ses priorités – qui tend vers un fonctionnement délibératif sous l'autorité du Premier ministre. On peut ensuite remarquer des différences entre la France et le Royaume-Uni dans la manière d'appréhender la question du rapport à l'action publique qui trouvent une illustration dans le domaine de la communication opérationnelle. « *L'approche britannique des relations entre défense et médias se caractérise par une certaine insularité. Trois éléments, structurels différencient en effet le Royaume-Uni de bien d'autres pays : une grande expérience en matière de contre-insurrection, l'agressivité de la presse et la culture du spin doctoring* »<sup>16</sup>. On évitera ici les clichés culturalistes en rappelant au préalable que ces différences n'ont rien d'immanentes, mais sont liées à des trajectoires historiques distinctes quant au processus de construction de certaines configurations sociopolitiques.

Là où les autorités françaises sont demeurées discrètes sur les tenants de leur stratégie de communication opérationnelle et n'ont rendu public que des éléments très partiels des conclusions de leur implication dans le conflit libyen, les Britanniques ont fait preuve d'une relative transparence. À la demande de David Cameron, le NSC a par exemple rédigé un rapport sur le bilan de l'action du Royaume-Uni en Libye qui assume sans équivoque le fait que la communication était un domaine opérationnel à part entière du conflit : il en donne les développements majeurs, précisant même que les services du pays ont apporté une aide au CNT sur ce plan<sup>17</sup>. « *Effective strategic communications work was central to the conduct of the campaign, especially in a 24/7 media context. While the campaign underlined the need to ensure that actions and words were closely aligned across all national means of communication, communications activity also included co-ordination with NATO and other Allies; measures to limit the effectiveness of Qadhafi propaganda and support for the NTC; and synchronising military activity with messages aimed at weakening the regime's intimidation of the population. /.../ Qadhafi and his regime used state media for propaganda and inciting attacks on civilians. The UK worked with international partners to limit broadcast of such programmes. Action included listing Libyan State TV under EU sanctions and lobbying local authorities via diplomatic channels to stop transmission. /.../ One broadcaster, Al-Rai based in Syria, continued to broadcast on behalf of Qadhafi and his regime throughout the conflict. Through close co-ordination with MOD colleagues and by tasking media partners to monitor Al-Rai's broadcasts, we were able to determine the technological capabilities of Al-Rai and submit a compelling case to the relevant authorities to take the channel off air. Eventually, the NTC were able to make use of the former regime frequencies and broadcast footage of the revolution* » (pp. 18-19). La forme et le ton du rapport, comme la mention de certains éléments, sont très révélateurs de l'ancrage de la culture de l'évaluation au Royaume-Uni, que l'on retrouve aussi dans d'autres États (pays scandinaves, etc.) : y sont notamment évoqués un rappel des dispositifs mis en place, les objectifs politiques et stratégiques poursuivis, les faiblesses constatées et les améliorations futures à envisager. Un retour très concret sur l'adéquation entre les moyens affectés et les différents objectifs atteints est également présenté. Parmi tous ces éléments, on peut relever plus particulièrement les signes d'une préoccupation clairement affichée pour la question pétrolière quand la France a au contraire éludé cette question dans son récit officiel des événements.

Par ailleurs, les institutions évoquées poursuivent de grands objectifs convergents en termes de communication, mais elles s'adressent à des audiences en partie différentes, ce qui justifie certaines dissymétries dans les messages adressés. L'Otan est peu audible auprès des opinions publiques nationales (elle s'adresse en tant qu'organisation internationale avant tout à des professionnels et des experts) et ceci d'autant plus que les opérations militaires

---

<sup>16</sup> HECKER, Marc, RID, Thomas, *Communication en opérations extérieures : évolution du traitement médiatique des opérations*, Les Documents du C2SD, N° 102, 2009, p. 53.

<sup>17</sup> [Htp://www.number10.gov.uk/wp-content/uploads/2011/12/Lessons-Learned-30-Nov.pdf](http://www.number10.gov.uk/wp-content/uploads/2011/12/Lessons-Learned-30-Nov.pdf).

nécessitent une forte incarnation. Ainsi, les gouvernements français et britanniques ont développé une communication adaptée à leurs citoyens, qui mettait en avant le rôle de leur armée, ses missions, *etc.*, et des éléments de langage politiques spécifiques. Toutefois, de manière générale, la coordination à l'intérieur de la coalition en matière de communication était bien établie pendant le conflit libyen. Des réunions régulières de concertation (à distance grâce aux technologies modernes) ont été organisées entre les divers responsables concernés en charge de cette question. Pour certains communiqués de presse de l'Alliance qui engageaient les pays participants à l'intervention, des consultations préalables ont eu lieu. Ce fut le cas par exemple pour le communiqué du 21 octobre 2011 qui annonçait la décision préliminaire de l'arrêt des opérations militaires pour la fin du mois, sous réserve de consultations à suivre avec l'Onu et le CNT. Réciproquement, les pays membres se coordonnaient entre eux ou avec l'Otan – le *Press Office* ou le cabinet du porte-parole selon la sensibilité du sujet – avant de rendre public certaines annonces. La France et le Royaume-Uni ont ainsi collaboré en amont pour préparer leur communication au moment de l'engagement dans le conflit de leurs hélicoptères de combat (*entretien*). Cette coordination n'évite pas l'expression des divergences d'appréciation sur la stratégie politico-militaire à suivre, ce qui n'est d'ailleurs pas exactement son rôle, car les États demeurent souverains et libres de leur parole publique. Sa fonction est surtout de produire de la cohérence entre les communications différenciées qui coexistent pour éviter des dissonances majeures, dès lors nuisibles politiquement à tous. De manière un peu triviale, la métaphore de l'orchestre illustre assez bien cet élément : chacun joue sa partition, mais dans le but de créer un ensemble harmonieux. Dans le cas du conflit libyen, les flagrants délits de défauts de concertation dans la communication opérationnelle, dont l'origine réside souvent dans certaines velléités d'autonomie des États, ont été rares. Parmi eux, on peut citer celui qui a entouré la révélation de la fourniture par la France de matériels militaires aux rebelles libyens : l'Otan a alors précisé ne pas avoir été mise au courant, ce qui a suscité un début de polémique, notamment relayé par la presse britannique.

On pourrait faire la même démonstration, densément étayée, sur la critique d'une vision très homogène des médias. Beaucoup d'écrits existent sur ce sujet. Néanmoins, il est utile de mentionner quelques éléments. Là encore, au-delà de la singularité du vocabulaire, la réalité amène à penser les choses plutôt en termes de diversité. Certes, il ne faut pas nier l'existence de caractéristiques communes qui sont loin d'être inconséquentes. Les médias sont le lieu d'exercice des journalistes, dont la profession, qui s'est progressivement structurée dans le temps<sup>18</sup>, est règlementée. Ce cadre commun produit à la fois une part irréductible d'identité professionnelle partagée et des codes sociaux (déontologie, *etc.*) distinctifs. L'existence en France d'un système de formation initial sélectif, concentré entre quelques écoles ou parcours reconnus, et d'où est issue l'immense majorité des titulaires de carte de presse, renforce d'autant plus cet aspect. De même, la nature du travail journalistique, que l'on pourrait qualifier de « profession à pratique prudentielle » pour reprendre la notion avancée par Florent Champy, constitue un autre vecteur de singularisation catégorielle. « [Dans les cas d'une activité à « pratique prudentielle »] *le travail ne consiste pas - ou pas principalement - à appliquer mécaniquement des savoirs scientifiques. Face à des problèmes singuliers ou complexes, les professionnels prennent des décisions qui comportent une dimension de délibération et même de pari : le travail professionnel est conjoncturel, parce qu'il porte sur une réalité qui échappe inévitablement à toute maîtrise systématique* »<sup>19</sup>. Toutefois, au-delà de ces éléments, tout ou presque concourt à appréhender les médias sous l'angle de la pluralité. La variété de leurs supports d'expression renvoie à autant d'entreprises, d'environnements économiques, de contraintes éditoriales, d'audiences, *etc.*, qui nourrit une certaine fragmentation de leur secteur, dont une des caractéristiques contemporaines réside dans sa dimension fortement concurrentielle. Cette variété des supports implique également une multiplicité des pratiques du travail journalistique – ce qui est différent de sa nature – et la mise en œuvre d'un savoir-faire en partie spécifique selon le métier (éditorialiste, grand reporter, pigiste radio, journaliste de la presse quotidienne régionale, *etc.*). Enfin, et ce n'est pas le moindre des points à souligner, la massification (et la féminisation) de la profession de journaliste depuis les années quatre-vingt a engendré un renouvellement et une diversification des profils qui l'exercent, avec comme conséquence l'émergence d'une stratification sociale éclatée. Ce que l'on nomme un peu rapidement les médias pour évoquer l'ensemble des

---

<sup>18</sup> Voir par exemple DELPORTE Christian, *Les journalistes en France, 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris, Le Seuil, 1999 ; EVENO, Patrick, *Histoire de la presse française, de Théophraste Renaudot à la révolution numérique*, Paris, Flammarion, 2012.

<sup>19</sup> CHAMPY, Florent, *La sociologie des professions*, Paris, PUF, 2009, p. 84.

entreprises qui traitent et diffusent de l'information ne relève donc pas d'une définition économique et sociale uniforme.

Quant à l'opinion publique, plusieurs travaux de référence, ont montré en quoi l'usage de ce terme était problématique à plus d'un titre tant sa mesure, notamment à travers des sondages quantitatifs, semblait résulter d'une logique d'agrégation de positions exprimées auxquelles on ne peut accorder les mêmes significations<sup>20</sup>.

À la lumière des éléments précédemment évoqués, il convient de préciser l'analyse sur les relations entretenues par les institutions et les médias, qui sont au centre de la manière d'appréhender les mécanismes de construction de l'information.

Dans un célèbre ouvrage, les journalistes (*Le Monde Diplomatique*) Serge Halimi et Dominique Vidal déconstruisent de manière critique la mécanique du traitement médiatique des interventions militaires occidentales au Kosovo, en Afghanistan et en Irak<sup>21</sup>. Ils avancent notamment sur la base de nombreux exemples que les arguments au fondement de la rhétorique de la « guerre juste »<sup>22</sup> sont largement intégrés et relayés dans le point de vue adopté par la plupart des médias occidentaux, participant donc au premier plan à la construction d'une légitimation partielle des opérations dans l'opinion publique. S'agissant de l'intervention au Kosovo, ils soulignent qu'une majorité de médias a diffusé au printemps 1999 des chiffres terribles de morts supposés (entre 100 000 et 500 000) imputables aux exactions de l'armée serbe contre les populations albanaises kosovares. Repris et commentés, ces chiffres ont logiquement donné lieu à des analyses appelant, puis justifiant, la nécessité de frappes aériennes pour stopper un « génocide » en préparation en Europe. Ils montrent qu'à l'époque peu de médias ont mis en doute ou questionner la réalité de l'ampleur des statistiques établies. Au final, les investigations de la justice internationale quelques mois après l'intervention militaire ont révélé que le nombre de victimes kosovares avant son déclenchement s'était élevé à 2 018. La discussion reste ouverte pour savoir si la catastrophe humaine supposée ne se serait pas produite sans les opérations de l'Otan. Les historiens ont depuis montré qu'un mouvement d'épuration ethnique était toutefois bien en marche à l'époque. Néanmoins, il demeure une information fautive érigée en vérité à la base du traitement médiatique effectué avant le début de l'intervention. Plus généralement, l'intervention de l'Otan au Kosovo apparaît comme un étalon « idéal-typique » négatif pour évaluer les processus de construction de l'information. On y trouve tous les éléments d'un mauvais scénario démocratique : des médias qui véhiculent des informations fausses et des analyses en partie erronées, puis dans un second temps se font en écho les relais critiques du conflit ou les apôtres d'une prudence suspicieuse en raison d'une sous-information liée aux difficultés d'accès au terrain ; une communication opérationnelle défailante et opaque<sup>23</sup>, voire mensongère<sup>24</sup> ; des gouvernements, pris au piège de leurs contradictions, tentant, plus ou moins ouvertement comme au Royaume-Uni<sup>25</sup>, de faire pression sur les médias pour récupérer une situation leur échappant à l'égard de l'opinion publique<sup>26</sup>. Il est vrai que les leçons tirées de la médiatisation singulière de la première guerre d'Irak<sup>27</sup> ont eu une certaine influence sur celle du Kosovo<sup>28</sup>, les médias

---

<sup>20</sup> On pourra renvoyer, entre autres, au texte suivant de Pierre Bourdieu, célèbre, mais surtout influent sur d'autres travaux ultérieurs ; BOURDIEU, Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », dans *Questions de sociologie*, Paris Minitext, 1980.

<sup>21</sup> HALIMI, Serge, VIDAL, Dominique, avec MALER, Henri, *L'opinion, ça se travaille. Les médias et les « guerres justes » : Kosovo, Afghanistan, Irak*, Paris, Agone, Col. « Éléments », 5<sup>ème</sup> édition revue et augmentée, 2006.

<sup>22</sup> Pour une discussion pertinente sur la notion de « guerre juste » et ses usages, voir *Raisons politiques*, « Guerres Justes », Dossier coordonné par BRUNSTETTER, Daniel et HOLEINDRE, Jean-Vincent, N° 45, 2012/1.

<sup>23</sup> MERCHET, Jean-Dominique, « Muette comme une bombe », *Libération*, 09/04/1999.

<sup>24</sup> SCHNEIDER, Vanessa, « Au siège de l'Otan, cafouillages en direct. Depuis le 24 mars, porte-parole civils et militaires propagent des rumeurs », *Libération*, 08/04/1999.

<sup>25</sup> SERGENT, François, « La BBC dans le collimateur de Blair », *Libération*, 20/04/ 1999 ; CLAUDE, Patrick, « Kosovo : les médias britanniques accusés par le gouvernement », *Le Monde*, 13/07/1999.

<sup>26</sup> MARTHOZ, Jean-Paul, « Une presse qui a refusé le garde-à-vous », dans ADAM, Bernard (dir.), *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Bruxelles, GRIP, Éditions Complexe, 1999.

<sup>27</sup> Sur ce sujet voir, par exemple, BAUDRILLARD, Jean, *La guerre du Golf n'a pas eu lieu*, Paris, Galilée, 1991 ; WOLTON, Dominique, *War Games : l'information et la guerre*, Paris, Flammarion, 1991.

<sup>28</sup> DUTHEIL, Guy, « Les chaînes françaises ont tiré les leçons de la Guerre du Golfe », *Le Monde*, 08/04/1999.

autant que les institutions ayant évité de retomber dans les mêmes travers mais sans pouvoir anticiper les effets d'une nouvelle improvisation maladroite<sup>29</sup>.

Dans une mesure nettement moindre que pour le Kosovo, l'intervention militaire en Libye a aussi fait l'objet d'un procès en manipulation de l'opinion publique par la « propagande » institutionnelle et la complaisance – supposée plus ou moins consciente – des médias. Michel Collon, spécialiste connu des « stratégies de désinformation », qui a publié plusieurs ouvrages sur différents conflits, a par exemple dirigé et coécrit un ouvrage sur le thème au titre évocateur<sup>30</sup>. L'auteur y rappelle notamment « cinq principes de la propagande de guerre » qui selon lui ont encore été observables dans le traitement de l'intervention en Libye : « 1. *Oculter les intérêts économiques* ; 2. *Inverser la victime et l'agresseur* ; 3. *Cacher l'Histoire* ; 4. *Diaboliser l'adversaire* ; 5. *Monopoliser l'information* »<sup>31</sup>. Il y dénonce également l'hypocrisie des arguments de la rhétorique de la « guerre juste » en insistant sur les raisons économiques, politiques et stratégiques qui ont amené à déclencher de manière décisive les opérations militaires. Sur la base de deux séjours d'enquête en Libye, il dresse aussi la liste de données mensongères qui auraient été relayées dans les médias pour souligner leur implication dans la « stratégie de désinformation » de l'opinion publique. Sont ainsi mentionnés par exemple de fausses exactions prêtées au régime libyen (bombardements, viols de masse, etc.), des montages audiovisuels trafiqués, ou même encore l'utilisation d'images d'une manifestation en Inde supposée se dérouler à Tripoli. Enfin, il évoque des éléments passés sous silence par les journalistes des principaux médias, sur lesquels ils s'interrogent, comme les motivations de la ligne éditoriale pro-conflit de la chaîne *Al-Jazeera* et le rôle de deux entreprises de relations publiques américaines (Harbour et Patton Bogs) qui auraient été rémunérées par l'Otan pour l'aider à présenter positivement les opérations militaires. Par ailleurs, une veille rétrospective aléatoire menée pendant l'enquête a permis de constater que les écrits d'opinions diffusés sur *Internet* avaient été assez majoritairement critiques de l'intervention en Libye. On note par exemple une surreprésentation de messages ou de textes évoquant une « manipulation » de l'opinion publique dans le processus de légitimation de la guerre. Largement privés de relais dans les médias traditionnels, les militants de multiples tendances opposées à l'opération alliée ou sceptiques quant à ses desseins – pacifistes, anti-propagandistes, membres de l'extrême-droite, groupes pro-arabes, apôtres des théories du complot, etc. – ont beaucoup investi les divers canaux de publicisation en ligne pour mener une contre-offensive médiatique. Néanmoins, de l'avis de plusieurs interlocuteurs interrogés, l'impact de ces commentaires sur l'information produite par les journalistes professionnels, comme sur la communication institutionnelle, n'a été en rien conséquent, notamment en raison d'une visibilité et d'une crédibilité limitées (lectorat ciblé et dimension militante). Ce n'est pas le sujet ici de discuter le bien-fondé des visions hagiographiques ou au contraire résolument critiques du conflit libyen. Et ceci d'autant plus que leurs motivations sont souvent le produit de positions politiques à l'égard du conflit en lui-même : l'entrée par la question de leur traitement médiatique n'est dès lors qu'un prétexte pour délégitimer la vision adverse. Toutefois, il est utile d'avancer quelques éclairages sur les mécanismes complexes de traitement de l'information afin de cadrer l'analyse à suivre de la couverture médiatique de l'intervention.

Il existe de nombreux écrits de journalistes qui, preuves à l'appui, reviennent, souvent avec un jugement critique, sur des épisodes politiques majeurs ayant donné lieu à des entreprises de conviction intense de l'opinion publique, parfois au mépris de la véracité des faits. Cette pratique du retour sur la mise en scène des événements est particulièrement courante aux États-Unis. Ces travaux posent en creux les limites de l'exercice d'information dans les sociétés démocratiques, en particulier sous l'angle des liens entre les médias et la communication politique ou institutionnelle. Comme le note l'universitaire Renaud de La Brosse au sujet de l'intervention de l'Otan au Kosovo, « pour les États membres de l'Alliance atlantique, où le citoyen jouit librement de ses droits civils et politiques et où la

---

<sup>29</sup> Pour aller plus loin sur le traitement médiatique de l'intervention de l'Otan au Kosovo, on pourra aussi consulter les actes du colloque « L'information dans les conflits armés. Du Golfe au Kosovo », Centre d'Étude et de Recherche Interdisciplinaires sur les Médias en Europe (CERIME), Parlement européen de Strasbourg, jeudi 23 et vendredi 24 mars 2000. Un compte rendu détaillé a été publié dans *Les Cahiers du journalisme* (juin 2000). Voir également, *Les Cahiers de Médiologie*, « Croyances en guerre : l'effet Kosovo », N° 8, deuxième semestre 1999.

<sup>30</sup> COLLON, Michel (dir.), *Libye, Otan et Médiamentonges. Manuel de contre-propagande*, Bruxelles, Charleroi, Investing'Action – Couleur Livres, 2011.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 58.

liberté de la presse a valeur constitutionnelle, la stratégie de communication a dû tenir compte d'un impératif de légitimité démocratique. La nécessité d'expliquer et de justifier aux yeux de l'opinion publique la décision de mener une guerre aérienne musclée d'une part, l'obligation d'informer sur les opérations menées et sur leurs résultats d'autre part, ont imposé à l'Alliance atlantique de coopérer "avec" les journalistes indépendants, dans une relation ambiguë de dépendance mutuelle où le journaliste obtient uniquement l'information que souhaite voir diffusée celui qui la lui fournit »<sup>32</sup>. La seconde guerre d'Irak, étudiée dans un livre du journaliste Franck Rich, qui en a eu un écho important<sup>33</sup>, est un cas d'étude récent et riche d'enseignements pour aborder cette question. On comprend à partir de ces récits monographiques, que plusieurs facteurs objectifs concourent à l'établissement de larges effets de consensus dans les médias sur certains sujets majeurs, alors même que l'on peut constater *a posteriori* des erreurs ou des manquements à la base de ces consensus. Ils sont liés pour l'essentiel aux modes de production et de sélection de l'information, dans les contraintes qui sont celles du secteur des médias.

Les difficultés économiques de la presse écrite ont mené dans de nombreux cas, à une réduction du nombre de pages des titres édités en version papier<sup>34</sup>. En France, ce mouvement de compression s'est fait au détriment des sections dédiées aux affaires internationales, plus coûteuses à alimenter que d'autres en reportages *in situ* et moins porteuses en termes de fidélisation du lectorat. En une décennie, le journal *Le Figaro* a ainsi réduit de près de 60 % le volume de sa partie internationale. De fait, il a publié proportionnellement environ deux fois moins de reportages de terrain sur l'intervention militaire en Libye que sur celle du Kosovo (*entretien*). De même, le journal *Le Monde*, en plus du travail au sein de la rédaction, avait mis en place un dispositif de cinq ou six envoyés spéciaux en divers lieux pour couvrir le conflit au Kosovo durant les onze semaines de sa durée. Il avait publié pratiquement tous les jours des articles sur le sujet et ses multiples implications ou prolongements (politique intérieure, etc.). Malgré une large couverture, le conflit en Libye fut traité dans des proportions diminuées de plus de moitié (*entretien*). Cette contrainte de moyens oblige les journaux à consacrer prioritairement leurs couvertures aux aspects jugés les plus centraux d'un conflit, c'est-à-dire les plus repris, et à réduire faute d'espace disponible l'approfondissement d'autres dimensions sur lesquelles se fondent, pourtant, une grande partie de leur plus-value. Ainsi, pour continuer à se démarquer dans un mouvement qui tend à une standardisation accrue du traitement de l'information, leur marge est-elle de plus en plus limitée à quelques choix éditoriaux ciblés, comme c'est le cas pour les médias audiovisuels.

Par ailleurs, favorisée par les TNIC même si elle n'est pas nouvelle, l'accélération du « temps médiatique », et donc l'impératif d'être réactif devant une masse d'informations circulant rapidement<sup>35</sup>, ne favorise pas toujours la prise de recul. Elle contribue par exemple à créer des phénomènes de reprise – « *si les autres le disent, il faut le dire* » (*entretien*) – à utiliser extensivement les données factuelles fournies par les agences de presse (dont l'information est déjà sélectionnée et traitée) ou encore à privilégier le recours à des sources habituelles rapidement accessibles (contacts ciblés et fidélisés). Pour illustrer cette idée, on peut citer une expérience surprenante effectuée en 2009 et qui a eu un retentissement important. Shane Fitzgerald, un étudiant en sociologie de Dublin travaillant sur les usages

<sup>32</sup> de LA BROSSE, Renaud, « La couverture médiatique de la guerre du Kosovo ou le journalisme impossible », *Les Cahiers du journalisme*, 7, juin 2000, pp. 196-210, p. 198.

<sup>33</sup> RICH, Franck, *The Greatest Story Ever Sold: The Decline and Fall of Truth from 9/11 to Katrina*, New York, Penguin Press, 2006.

<sup>34</sup> Les difficultés de la presse écrite européenne, liées pour beaucoup à la concurrence des supports digitaux et/ou gratuits et à un changement structurel des pratiques de consommation des biens d'information, se manifestent notamment par une réduction du lectorat de la grande majorité des titres en version papier. Selon l'Association mondiale des journaux et des éditeurs de médias d'information, la diffusion des journaux européens a par exemple baissé de 3,4 % entre 2010 et 2011, confirmant ce qui fut observé durant la décennie précédente. Cette baisse a été de 4,3 % en Amérique du Nord, touchée depuis plus longtemps par cette tendance, ce qui laisse présager de sa poursuite en Europe. Une des conséquences très visibles de cette situation est la disparition de certains titres (*France Soir*, *Die Frankfurter Rundschau*, l'édition allemande du *Financial Times*, etc.). En Allemagne, la seconde agence de presse du pays, *DAPD*, a également cessé ses activités en 2012. Pour faire face à ce qui se présente désormais comme un changement profond du modèle économique de la presse écrite, les journaux adoptent une double stratégie de réduction de leurs effectifs et de développement de leur offre numérique. À l'image de *Newsweek*, qui a perdu la moitié de ses lecteurs en deux décennies, le journal économique *La Tribune* a cessé sa diffusion en version papier en 2012, avec pour conséquence une contraction importante de sa rédaction. Ayant adopté la formule vantée du *paywall* (abonnement nécessaire au-delà de la consultation gratuite d'un nombre limité d'articles), *The Financial Times* et *The New York Times* ont aujourd'hui plus d'abonnés à leur version digitale qu'à leur version papier. Malgré tout, ce dernier, pourtant rentable, a annoncé un nouveau plan social, comme *The Guardian* qui a prévu de réduire de 10 % ses effectifs en 2013. Autre exemple parmi d'autres, *Der Spiegel*, en dépit d'une diffusion conséquente, a quant à lui mis en place un plan d'austérité pour compenser la perte de 10 % de ses recettes publicitaires en 2012. Les données ci-dessus sont extraites de HANNE, Isabelle, « Presse : des chiffres et des pertes », *Libération*, 11/12/2012.

<sup>35</sup> Élément significatif, pour l'attribution du prestigieux prix Pulitzer dans la catégorie « reportage d'actualité » (« *breaking news reporting* »), les éléments relatifs au temps de publication (réactivité, rapidité des délais) sont devenus un critère de sélection à part entière.

de l'encyclopédie participative *Wikipédia*, a imaginé un procédé pour mesurer la portée de son utilisation, et notamment l'ampleur de la reprise de ses données. Il a eu l'idée d'introduire sur une page liée à un fait d'actualité une information volontairement erronée afin de pouvoir en suivre l'éventuelle diffusion sur Internet à partir d'une recherche classique sur un moteur de recherche. Il l'a ensuite mise à exécution en prenant comme événement-test le décès de Maurice Jarre. Sitôt après l'annonce de la disparition du compositeur, il a effectué une modification de l'entrée lui étant dédiée sur *Wikipédia* en mentionnant une fausse citation, quelque peu accrocheuse, qui lui aurait été prêtée. Alors même qu'elle n'était pas référencée comme ayant une source fiable – elle a d'ailleurs fait l'objet ultérieurement d'une suppression pour cette raison par les modérateurs du site – la citation a été largement reprise. Mais le plus étonnant, c'est qu'elle fut mentionnée telle une évidence dans des articles de deux quotidiens britanniques, *The Independent* et *The Guardian*. Devant les conséquences inattendues de son expérience, l'auteur qui anticipait uniquement des reprises sur des blogs ou des sites non-professionnels a révélé la supercherie, s'attirant de nombreuses critiques d'ordre éthique. Néanmoins, au-delà de la condamnation du procédé employé, la défense avancée par les journaux incriminés est éclairante. Ayant fait le choix d'ajouter une nécrologie du musicien dès l'édition suivant l'annonce de sa mort, ils ont expliqué que les journalistes chargés de la rédiger n'avaient disposé que de quelques heures pour effectuer leur travail. Ces derniers avaient donc par nécessité privilégié une recherche des informations disponibles sur Internet, y compris à partir de sources d'autres médias, malgré le risque d'erreurs.

Ensuite, pour les reporters sur les terrains de conflit, la proximité avec les faits n'est pas toujours la meilleure manière pour les aborder avec distance et les replacer dans un contexte plus large. On peut donner à voir fidèlement une réalité observée, mais elle est nécessairement partielle par définition et non par volonté de manipulation. Ceci est en partie compensé par le fait que de nombreux journalistes (reporters, correspondants, etc.) sont spécialisés dans un domaine thématique et s'avèrent être souvent en amont de bons connaisseurs des dossiers qu'ils sont amenés à couvrir au gré de l'actualité. De manière courante, ils opèrent une veille des données disponibles, lisent des travaux divers, fidélisent des contacts privilégiés et rencontrent des acteurs liés aux sujets qui les occupent, notamment des responsables institutionnels. Ainsi, une grande part de leur expertise est nourrie et consolidée en dehors des périodes pendant lesquelles ils œuvrent à dessein pour effectuer un reportage ou écrire un article. Cependant, sur le terrain, les journalistes sont souvent contraints à des arbitrages entre la nécessité de préserver leur sécurité, la volonté d'accomplir au mieux leur mission en toute indépendance et les possibilités d'accès à des sources fiables qui ne sont pas sans susciter des questions quant à l'évaluation de l'information présentée. En Libye, les reporters présents à Tripoli jusqu'à la chute du régime de Mouammar Kadhafi, donc sous surveillance des autorités et encadrés dans l'exercice de leur métier, ont été singulièrement confrontés à cette situation délicate.

Plus généralement, sauf à considérer que les journalistes sont des individus déculturés, hors des influences diverses de la société de laquelle ils sont issus, les modes de production et de sélection de l'information sont nécessairement le fruit de l'exercice d'une « rationalité subjective » pour reprendre la notion développée par Raymond Boudon<sup>36</sup>. Si les acteurs pensent, croient, agissent d'une certaine manière, c'est qu'ils ont de « bonnes raisons », en fonction de leur socialisation, de leurs convictions, de leurs intérêts, etc. – donc rationnelles de leur point de vue – de penser, de croire ou d'agir ainsi. Concrètement, dans leur ensemble, les journalistes occidentaux n'ont sans doute pas critiqué outre-mesure le bien-fondé de l'intervention en Libye, dénoncée par Mouammar Kadhafi comme une guerre impérialiste, car un consensus « rationnel en valeurs » existait sur le caractère anti-démocratique et violent du régime libyen. L'empathie spontanée envers les souffrances des populations civiles menacées de répression s'avérait être également un puissant élément fédérateur. En intégrant pleinement les implications de cette idée, on peut avancer que certaines appréciations négatives sur les médias proviennent d'un malentendu sur le travail d'information. En effet, il n'est pas un exercice philosophique de questionnement de l'actualité, il est avant tout destiné à la montrer et à la commenter à partir d'un espace hiérarchisé de significations, avec toutes les limites que cela suppose.

---

<sup>36</sup> BOUDON, Raymond, *L'idéologie*, Paris, Fayard, 1986.

Pendant l'enquête, toutes les personnes appelées à réagir à une question sur la nature des liens entre les institutionnels et les journalistes ont unanimement écarté les analyses qui sous-entendent une forme de collusion assumée dans leurs relations. Bien que très rares, des formes de connivence peuvent exister, même si elles sont présentées comme ayant finalement peu d'effets sur l'information produite. De même, en fonction des affinités, de bonnes relations interpersonnelles permettent d'avoir un dialogue informel et franc, voire au mieux de « *faire passer plus facilement un message* » ou « *d'avoir en off la confirmation de quelque chose avant les autres* » (*entretiens*). Cependant, ces relations ne s'apparentent pas, selon les interlocuteurs, à une remise en cause des frontières entre information et communication. Ensuite, placés en situation de se rencontrer, d'interagir de manière routinière ou de coopérer ponctuellement, les institutionnels et les journalistes développent des rapports professionnels qui varient selon de nombreux facteurs (« poids » du média, habitudes, etc.). Pour illustrer ce propos, un responsable institutionnel interrogé a pris l'exemple d'une envoyée spéciale d'un grand média audiovisuel de son pays, avec qui il a une relation jugée cordiale. Ils se contactent directement avant certains de ses séjours à l'étranger pour échanger des renseignements de contexte (risques, etc.), comme le font tous les reporters mais avec des correspondants différents selon leur notoriété ou celle de leur média. Ils se rencontrent parfois à son retour pour effectuer des débriefings informels... Il a également évoqué le fait qu'elle l'avait appelé d'un téléphone satellitaire pendant son séjour à Tripoli pour avoir son avis, compte tenu des données qu'il pouvait avoir en sa possession, sur la proximité éventuelle de combats, quant à la dangerosité d'un déplacement organisé par le régime libyen pour les journalistes<sup>37</sup>. Il souhaitait insister sur le fait que ce type d'interactions n'était en rien incompatible avec un exercice clairement établi et indépendant du rôle de chacun s'il ne supposait aucune contrepartie ou pression sur le plan éditorial, ce qui serait difficilement toléré dans un État démocratique où la liberté de la presse est garantie constitutionnellement.

Les TNIC engendrent également de nouveaux enjeux pour la communication institutionnelle (adaptation à la multitude des canaux de diffusion, calibrage des messages, etc.). La rapidité de circulation accrue des informations pose notamment des problèmes pour la communication opérationnelle (réactivité, etc.). Prenant l'exemple concret d'un avion abattu en terrain ennemi, un interlocuteur interrogé pendant l'enquête a illustré le type de « dilemme » qu'elle peut créer : réagir trop tardivement ou avec opacité c'est se placer dans une position défensive par rapport à la propagande adverse et aux questions des médias, réagir trop rapidement c'est compromettre les chances éventuelles de récupérer le pilote ou donner des indications tactiques à l'adversaire. Néanmoins, si elles créent certaines difficultés, les TNIC ont nettement moins d'impacts pour la communication institutionnelle que pour les médias. Premièrement, elles offrent aux institutions des moyens supplémentaires de relayer leurs propos et de devenir elles-mêmes des relais médiatiques en diffusant directement auprès d'un large public leurs propres messages (données en ligne, usage des réseaux sociaux, etc.). Aux États-Unis, des auteurs explicitent d'ailleurs ce phénomène à partir du cas de la diplomatie<sup>38</sup>. Ensuite, les TNIC ne modifient pas fondamentalement les modalités de la communication opérationnelle. Par exemple, en temps de conflit, l'objectif est d'optimiser la transmission des messages ou des informations, amenant toujours à porter une attention particulière aux grands médias qui ont le plus d'audience. « *Même depuis l'apparition d'Internet, un bon reportage au journal de vingt heures cela reste le plus efficace pour toucher l'opinion publique* » (*entretien*). Ainsi, les bloggeurs professionnels<sup>39</sup>, qui sont pour la plupart des contacts privilégiés et réguliers, ne sont-ils pas particulièrement favorisés lorsque des éléments impérieux de communication sont en jeu.

---

<sup>37</sup> Sollicitée ultérieurement, la journaliste a assuré n'avoir eu aucun contact avec ce responsable, ou même un autre, durant sa présence à Tripoli, insistant sèchement sur le fait qu'elle n'aurait jamais pris ce risque sachant que la conversation pouvait potentiellement être interceptée par les autorités libyennes. Sans pouvoir en dire davantage sur ce cas, il est néanmoins révélateur de l'ambivalence entourant la notion d'indépendance du métier de journaliste et du caractère sensible de tout ce qui pourrait permettre de la discuter.

<sup>38</sup> ENTMAN, Robert, « Theorizing Mediatized Public Diplomacy: The U.S. Case », *The International Journal of Press/Politics*, Vol. 13, 2, 2008, p. 87-102 ; POTTER, Evans H. (ed.), *Cyber-Diplomacy: Managing Foreign Policy in the Twenty-First Century*, London, McGill-Queen's University Press, 2002.

<sup>39</sup> *Défense et Sécurité. Penser différemment les questions de défense et de sécurité* (blog de François Chauvancy, *Le Monde*) ; *Défense en Ligne* (blog de Philippe Leymarie, *Le Monde Diplomatique*) ; *Secret Défense* (blog de Jean-Dominique Merchet, *Marianne*) ; *Défense Ouverte* (blog de Jean Guisnel, *Le Point*) ; *Lignes de Défense* (blog de Philippe Chapleau, *Ouest France*) ; *Le Mamouth* (blog de Jean-Marc Tanguy, rédacteur en chef de *Raids Aviation*). Ce dernier auteur a aussi publié deux ouvrages en 2012 sur l'opération Harmattan et la mission de l'armée de l'air en Libye.

Sur le plan académique, depuis la seconde moitié du vingtième siècle, la plupart des sociologues spécialistes des médias et de la communication ont rompu, à la suite des travaux d'Harold Lasswell ou de Paul Lazarsfeld, avec le paradigme dominant dans les années vingt et trente de la théorie de la propagande (Walter Lippman, Serge Tchakhotine, etc.). Si selon les auteurs et les courants, les relations entre les institutions, les médias et l'opinion sont encore aujourd'hui diversement pensées, elles ne s'avèrent plus appréhendées à travers un type d'explication unique. La théorie de l'agenda, forgée dans les années soixante-dix, insiste sur le fait que l'influence des médias intervient plus sur la détermination de ce à quoi sont amenés à penser les individus que sur la manière dont ils le pensent<sup>40</sup>. Beaucoup de travaux plus récents (notamment ceux d'inspiration interactionniste) ont souligné la complexité des processus de réappropriation de l'information par les individus. Ils rompent aussi, de manière plus ou moins nuancée selon les positions théoriques de leurs auteurs, avec des visions qui ont tendance à singulariser les catégories d'acteurs évoquées au lieu de privilégier une approche pluraliste, dont on a mentionné l'importance précédemment. Prenant en compte cette complexité, il semble dès lors juste, au moins en termes de vertus analytiques, de penser les relations entre les institutions, les médias et l'opinion publique sous l'angle d'une configuration que l'on pourrait qualifier « d'autonomie interdépendante ».

---

<sup>40</sup> McCOMBS, Maxwell E., SHAW, Donald L., « The agenda-setting function of the mass media », *Public Opinion Quarterly*, Vol. XXXVI, N° 2, 1972.



## **PARTIE II**

# **ÉCLAIRAGES SUR LE TRAITEMENT MÉDIATIQUE**

Les développements qui suivent appellent préalablement plusieurs précisions utiles d'ordre méthodologique. Dans un second temps, la démonstration s'attache à illustrer et à expliquer le constat général effectué à partir de l'exercice comparatif, c'est-à-dire celui d'une couverture médiatique de l'intervention militaire qui apparaît relativement homogène dans les trois pays étudiés. Malgré tout, au-delà des convergences, l'analyse révèle aussi la marque de logiques nationales à l'œuvre dans le récit médiatique des événements, dont il convient de caractériser, au regard des différences relevées, les déterminants pour en retirer quelques éléments formels d'interprétation des mécanismes de médiatisation des conflits armés.

## I. PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES

La présente analyse comparée du traitement médiatique de l'intervention militaire en Libye en France, au Royaume-Uni et en Allemagne est fondée principalement sur un panel de quinze titres nationaux, selon une répartition de cinq par pays. Les contraintes de réalisation de l'enquête imposaient des limites empiriques qui rendaient difficile la possibilité d'étendre davantage les investigations. Néanmoins, le panel, de part la diversité et la notoriété de ses titres, offre un degré de représentativité permettant d'obtenir des « *effets de saturation* »<sup>41</sup> quant au matériel étudié.

Pour la France et l'Allemagne, trois quotidiens et deux hebdomadaires ont été retenus. S'agissant du Royaume-Uni, un titre de la presse dominicale, très lue outre-Manche, a été préféré à un second hebdomadaire.

La sélection des titres du panel a été motivée sur la base de trois critères : l'importance du tirage, la notoriété du journal (sérieux des articles, qualité reconnue des journalistes, etc.), l'équilibre entre les sensibilités politiques des lignes éditoriales. S'agissant de ce dernier critère, l'analyse s'est attachée à établir les différences de traitement de certains aspects de l'objet étudié au regard du positionnement éditorial traditionnel des journaux afin de les rendre significatives.

Encadré 1 / Nombre d'articles publiés sur le conflit libyen dans les titres de presse français du panel.

<i>Le Monde</i>	89 (1)
<i>Le Figaro</i>	203 (2)
<i>Libération</i>	96 (3)
<i>L'Express</i>	17 (4)
<i>Le Point</i>	44 (5)

---

<sup>41</sup> GLASER, Barney G., STRAUSS, Anselm L., *The Discovery Of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine Publishing Company, 1967.

**SOCIOLOGIE D'UNE AUTRE BATAILLE**  
**LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE**  
**Analyse comparée : France, Royaume-Uni, Allemagne**

---

(1) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 19 mars et le 02 novembre 2011.

(2) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 19 mars et le 02 novembre 2011.

(3) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 19 mars et le 02 novembre 2011.

(4) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 23 mars et le 02 novembre 2011.

(5) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 22 mars et le 01 novembre 2011.

Encadré 2 / Nombre d'articles publiés sur le conflit libyen dans les titres de presse britanniques du panel.

<i>The Guardian</i>	337 (1)
<i>The Independent</i>	187 (2)
<i>The Daily Telegraph</i>	287 (3)
<i>The Sunday Times</i>	48 (4)
<i>The Economist</i>	22 (5)

(1) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 19 mars et le 02 novembre 2011.

(2) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 19 mars et le 02 novembre 2011.

(3) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 19 mars et le 02 novembre 2011.

(4) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 19 mars et le 02 novembre 2011.

(5) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 24 mars et le 20 octobre 2011.

Encadré 3 / Nombre d'articles publiés sur le conflit libyen dans les titres de presse allemands du panel.

<i>Die Welt</i>	93 (1)
<i>Die Frankfurter Allgemeine Zeitung</i>	201 (2)

**SOCIOLOGIE D'UNE AUTRE BATAILLE**  
**LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE**  
**Analyse comparée : France, Royaume-Uni, Allemagne**

<i>Die Süddeutsche Zeitung</i>	214 (3)
<i>Der Spiegel</i>	30 (4)
<i>Die Zeit</i>	29 (5)

(1) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 21 mars et le 02 novembre 2011.

(2) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 19 mars et le 02 novembre 2011.

(3) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 22 mars et le 02 novembre 2011.

(4) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 21 mars et le 31 octobre 2011.

(5) Articles de plus de 200 mots publiés entre le 24 mars et le 27 octobre 2011.

La présente recension appelle la mention de quelques précisions. La nature variée des articles a posé une première difficulté pour définir les critères du choix de leur retenue dans le décompte effectué. Afin de saisir la couverture médiatique de chaque titre dans sa diversité, tous les types de textes ont été comptabilisés, même si les articles d'information de journalistes représentent la grande majorité des papiers *in fine* recensés. Ainsi, pour *Le Point*, le nombre avancé est constitué de 31 articles, 2 éditoriaux et 11 textes de Bernard Henri-Lévy publiés dans le cadre de son bloc-notes hebdomadaire. De même, pour *Libération*, on compte 7 interviews et 3 éditoriaux parmi le nombre d'articles mentionnés.

Une seconde difficulté a concerné le choix des contenus entrant dans la sélection. Toute évocation du conflit dans un papier ne pouvait pas justifier de le prendre en compte, au risque de réduire le travail de mesure de la couverture médiatique à une recherche d'occurrences de mots-clés. Pour éviter cet écueil, deux types d'articles ont été retenus : ceux qui concernaient directement le conflit en Libye, dans toutes ses dimensions, et ceux qui le traitaient indirectement mais en lui accordant une place conséquente (au moins la moitié du propos). Par exemple, les articles consacrés aux révolutions arabes n'ont été comptabilisés que lorsqu'ils étaient en grande partie fondés sur des éclairages à partir du cas libyen. Ce mode de sélection avait l'avantage de contourner un problème qui est apparu dès le début du travail d'enquête. En effet, la variété des aspects de l'intervention militaire et de ses conséquences rendait complexe l'établissement d'une distinction thématique rigoureuse, et ceci d'autant plus que de nombreux papiers les abordaient conjointement. À cet égard, plus le conflit a avancé dans le temps, et que les paramètres de son commentaire se sont complexifiés, plus les articles le concernant relevaient de plusieurs objets liés. Il est certes demeuré un volume significatif de papiers très ciblés, mais beaucoup d'autres, même s'ils étaient consacrés à un thème privilégié (stratégie militaire, aspects diplomatiques, analyse politique, rebelles libyens, régime de Mouammar Khadafi, etc.), évoquaient de manière plus ou moins extensive des sujets subsidiaires pour développer leur angle de traitement. La couverture des événements strictement militaires (opérations des forces alliées), assez distincte dans les premiers jours du déclenchement des frappes aériennes, s'est par exemple rapidement trouvée traitée dans le cadre de mises en perspective avec d'autres axes, pour ne plus apparaître dans de nombreux articles que comme une dimension de l'appréhension générale du conflit.

Enfin, la synthèse du décompte masque des disparités qui résident dans des pratiques éditoriales différentes selon les journaux. La taille des articles retenus (plus de 200 mots) explique en partie les écarts qui peuvent exister entre les quotidiens quant au nombre de textes publiés. Par exemple, *Le Monde*, *Libération* et *Die Welt* ont publié clairement moins d'articles que leurs homologues, mais ils étaient en moyenne plus longs. *Die Welt* a également édité de nombreux entrefilets factuels, non répertoriés. Par ailleurs, les convergences entre les versions papier et digitale des journaux ne sont pas identiques et peuvent éclairer à la marge certaines différences dans le nombre de papiers publiés, au-delà de spécificités économico-éditoriales (espace accordé à la rubrique internationale notamment). Les articles retenus dans le décompte sont uniquement ceux édités dans la version papier des titres. Toutefois, certains étaient aussi présents dans leur version digitale et ceci de manière plus ou moins importante selon les journaux. Des quotidiens comme *The Guardian* ou *Die Süddeutsche Zeitung* ont fait le choix d'une stratégie dite de « *digital first* », c'est-à-dire que la production d'articles destinés à la version électronique du journal est privilégiée et sert de référence. Adaptés au format digital qui impose des mises à jour plus fréquentes, les articles publiés dans les deux versions sont donc souvent plus nombreux et plus courts sur un même thème. À l'image de *The Guardian*, le courrier des lecteurs mis en ligne occupe aussi une place plus importante. À l'inverse, même si des synergies existent, des quotidiens comme *Le Monde* maintiennent une distinction fonctionnelle importante entre leurs versions papier et digitale. Dans son édition en ligne, le journal du soir français a par exemple publié 134 articles de plus de 200 mots durant la période étudiée, mais pour la plupart, ils étaient rédigés sur la base de dépêches de l'AFP et/ou de Reuters et ne provenaient donc pas de contenus destinés à la version papier du titre. Les choses sont assez similaires pour les magazines du panel. Ainsi, les articles publiés sur les blogs thématiques de la version numérique de *The Economist* n'ont par exemple pas été pris en compte.

Au regard des limites empiriques de l'enquête, le choix de fonder l'analyse sur un panel de titres de la presse écrite généraliste s'est justifié pour plusieurs raisons. À la suite d'une rapide veille rétrospective de séquences diffusées par les médias audiovisuels (visionnage aléatoire de reportages télévisés de grandes chaînes notamment) effectuée au début de l'enquête, il est apparu que leur traitement éditorial – thèmes abordés, faits rapportés, ton général – étaient assez proches des grandes lignes observées dans la presse écrite. Les contraintes du support de diffusion des médias audiovisuels, où il faut donner à comprendre « l'essentiel » en peu de temps, supposent une couverture qui s'écarte peu des pics informationnels faisant l'actualité. De plus, leur vocation première, s'adresser au plus grand nombre, impose une certaine standardisation de l'information présentée. Dès lors, non seulement leur étude ne renseignait pas mieux sur les différentes phases d'information relevées durant le conflit que celle de la presse écrite, mais elle tendait également à montrer des éléments plus incomplets (généraux) et davantage ciblés (simplifiés). Pendant les séquences « creuses » de l'intervention militaire, les médias audiovisuels, dont l'impératif de hiérarchisation de l'information est plus contraignant, ont beaucoup moins abordé le sujet du conflit libyen que la presse quotidienne qui a continué, certes à une fréquence moindre, à le traiter sur des aspects plus secondaires. Ces derniers, par définition moins déterminés par l'obligation de rendre compte de faits majeurs que de la volonté du journaliste de mettre en avant un aspect lui semblant « intéressant », étaient un matériau riche pour l'analyse. Par ailleurs, la presse écrite généraliste présente un niveau de détails et de nuances plus adéquat pour la comparaison, en termes de pertinence des significations, que celui adopté par les médias audiovisuels. Enfin, la presse écrite, parce qu'elle assume une part de subjectivité dans le traitement de l'information, est un lieu de « fabrication » des lignes de partage du débat public, d'exposition d'expressions diverses, qu'il est particulièrement utile et nécessaire d'observer dans le cadre de l'exercice comparatif.

On pourra toujours souligner que la méthodologie retenue comporte une part irréductible de biais, notamment du fait de sa non-exhaustivité. Cependant, au regard des éléments évoqués ci-dessus, elle doit permettre d'isoler des données suffisamment signifiantes pour rendre compte des principaux traits de la couverture médiatique de l'intervention militaire en Libye dans les trois pays étudiés. Des éclairages à partir d'autres médias ont toutefois été apportés ponctuellement pour conférer davantage d'assise aux explications et interprétations avancées. L'objectif ici est moins de produire une analyse systématique et générale que de mettre en perspective des variables conséquentes pour donner à comprendre les ressorts complexes du traitement médiatique.

Une autre précision importante sur le travail des journalistes s'impose pour comprendre les mécanismes de production des articles publiés par la presse écrite et ainsi cadrer leur analyse. Comme cela a été souligné précédemment, s'il existe une profession de journaliste, il n'en demeure pas moins que l'on peut identifier des métiers du journalisme. En effet, les manières de s'informer, de traiter l'information et de la diffuser sont plurielles selon les médias d'exercice de l'activité. S'agissant des questions internationales et des conflits armés, les clivages sont encore plus marqués du fait de l'accès très différencié aux sources selon le niveau de traitement envisagé.

Sauf cas exceptionnels, les médias locaux (presse quotidienne régionale, etc.) ne couvrent pas directement les conflits à l'étranger et reprennent pour leur section internationale, très réduite, des informations de seconde main (agences de presse, autres médias). De même, dans les flashes infos des radios musicales ou locales, très écoutées, lorsqu'un évènement majeur de l'actualité internationale est évoqué sous la forme d'une brève, l'information provient également de sources secondaires ou de sites internet, tel que *Yahoo News*, qui présentent une sélection de données provenant déjà d'autres médias (*entretien*). Dans ce cas, le traitement journalistique est limité à une sélection et à une mise en forme d'informations, pour la plupart factuelles, à partir de ce qui est le plus mentionné ou repris dans le « *mainstream* journalistique » (*entretien*).

À l'inverse, les principaux médias audiovisuels couvrent les conflits étrangers avec des reportages effectués *in situ* par des grands reporters et/ou en s'appuyant sur un réseau de correspondants locaux aux statuts divers (*free-lance*, agences, etc.). Certes, ces derniers sont également amenés à consulter des sources secondaires, mais cela s'apparente davantage à une démarche de réflexivité pour préparer et cadrer le travail de reportage à partir des informations diverses et variées disponibles ; regarder ce que font ou disent les autres médias est aussi une manière de s'approprier un sujet, même si cela peut conduire à une certaine convergence, voire conformité, des points de vue. Néanmoins, l'activité journalistique est ici abordée comme un travail « artisanal » en prise directe avec une matière brute à façonner (dans le respect de règles déontologiques et de contingences évidentes).

Dans la presse écrite généraliste, le travail journalistique est une activité plurielle selon les positions considérées et son résultat s'apparente à ce que l'on pourrait nommer une « logique d'agrégation ». En effet, la couverture d'un évènement international par un journal est davantage le rendu *a posteriori* d'une somme de contributions diverses que le produit d'une décision *a priori* établie quant à une ligne éditoriale particulière à adopter. S'agissant des quotidiens, on trouve quatre types d'articles qui relèvent chacun d'un mode de production différent. Les articles d'opinion de personnalités extérieures présentés dans les pages « débats » du journal. S'ils peuvent renseigner au regard de leur choix sur son éventuel parti pris, ils ne se confondent pas avec les contributions, d'une autre nature, de ses journalistes. Ces derniers, en particulier dans les grands titres de la presse écrite généraliste, sont d'ailleurs très attachés à l'intangibilité de la frontière professionnelle qui existe entre leur travail et le contenu des articles d'opinion. Un exemple éclairant, mentionné durant un entretien, souligne cet élément dans le cas de l'intervention en Libye. Durant l'été 2011, Bernard-Henri Lévy souhaitait publier dans la partie « information » du journal *Le Monde* un reportage de deux pages (texte et photos) sur le conflit. Toutefois, face à l'hostilité des journalistes du titre, qui exigeaient que l'article soit présenté dans les pages « débats » pour ne pas entretenir une possible confusion entre information et travail militant, la rédaction a décliné la proposition de l'intellectuel. Son reportage a finalement été publié dans *Le Journal du Dimanche*. Les éditoriaux, rédigés par des responsables du titre ou des plumes de renom, prennent aussi clairement une position sur les faits dépeints. À ce titre, ils engagent le journal, mais pas les journalistes qui abondent la rubrique internationale. Le travail de ces derniers est pour l'essentiel exercé de manière autonome dans le cadre de procédés qui, en théorie, n'influencent pas le traitement éditorial. Pour les sujets relatifs aux conflits internationaux, sauf cas exceptionnels, il n'y a donc pas de consignes imposées aux journalistes par les rédactions, à part celle concernant la taille des papiers. Lorsque plusieurs articles sont prévus sur un même thème, une concertation préalable, ainsi qu'une vérification avant la publication, sont effectuées pour éviter les doublons, mais en règle générale la répartition des sujets est implicite selon les fonctions de chacun. Les reporters envoyés sur le théâtre des opérations couvrent des aspects liés à leur proximité avec les faits (reportages sur les populations, « échos » du terrain, etc.), tandis que les correspondants dans d'autres endroits illustrent des dimensions subsidiaires

du conflit (la position d'un pays tiers qui joue un rôle important, etc.). Comme les grands reporters des médias audiovisuels, tout en ayant un accès plus ou moins large à l'information extérieure disponible, ils travaillent à partir d'observations directes et d'entretiens avec des sources. Les journalistes au sein de la rédaction, qui suivent couramment les sujets thématiques liés à l'international selon des spécialisations diversement affirmées, rédigent leurs articles et leurs analyses à partir d'une multitude de sources (données ouvertes, documents spécialisés, contacts privilégiés, personnalités ressources pour le sujet) pour produire idéalement une information juste (recoupage) et originale. Ils peuvent être amenés à consulter informellement un collègue, notamment ceux présents sur le terrain, en cas de doutes ou de volonté d'approfondir un point. Néanmoins, cela reste déterminé en fonction des affinités personnelles. « *Le principe de base c'est que chacun travaille en autonomie complète, c'est un métier individuel* » (entretien).

Ainsi, le positionnement éditorial d'un journal, au moins pour ce qui concerne les sujets internationaux, n'a rien de complètement homogène, de linéaire dans le temps et de déterminé en amont du travail journalistique. Il est le produit de l'agrégation d'éditoriaux, d'une sélection d'écrits d'opinion et d'articles, sur des aspects divers, de journalistes dont l'activité est exercée de manière assez autonome. Dès lors, la relative cohérence que l'on peut parfois observer, dans le ton ou sur le fond, entre certains papiers et la ligne des éditoriaux d'un même titre s'explique plus sociologiquement par le profil des journalistes concernés, avec toute la part d'imprévisibilité que cela peut induire, que par une hypothétique soumission à des consignes de la rédaction. Dans la presse écrite généraliste, même si ce critère n'a rien d'absolu et supporte des nuances importantes, la plupart des journalistes ont des affinités plus ou moins affirmées avec la ligne éditoriale assumée du titre pour lequel ils travaillent. Outre des convictions politiques, cela peut aussi avoir trait par exemple à des sensibilités historiquement défendues par le journal (pro-atlantiste, pro-européen, etc.). Ainsi, cela marque souvent en partie, et pas toujours de manière intentionnelle, l'information qu'ils produisent. Cet élément doit être souligné afin d'appréhender avec rigueur les développements à suivre.

## **II. UNE COUVERTURE MÉDIATIQUE RELATIVEMENT HOMOGENE DU CONFLIT**

Les raisons qui ont présidé à la décision de plusieurs pays d'intervenir militairement, et donc politiquement, dans le conflit libyen sont nombreuses ; elles résultent d'une conjonction de facteurs, qui au-delà de l'intention, ont rendu possible sa concrétisation. En effet, la motivation première avancée fut la volonté de protéger les populations civiles insurgées de la répression du régime libyen, en particulier celles de la ville de Benghazi, lieu pionnier de la contestation populaire, sous la menace d'une reprise en main violente par les forces de sécurité loyalistes. Cependant, d'autres explications ont motivé et permis l'intervention militaire. Surpris par les événements tunisiens et égyptiens, critiqués pour leurs liens de proximité antérieurs avec les régimes déchus et leur manque de réactivité pour accompagner les mouvements démocratiques naissants, les gouvernements occidentaux, et notamment français et britanniques au regard de leur passé colonial dans le monde arabe, ont eu à cœur de démontrer leur changement d'attitude au travers du cas libyen. Ceci fut d'autant plus facile que Mouammar Kadhafi, bien que revenu quelque peu en grâce auprès de certains dirigeants européens après des années de défiance réciproque, était un adversaire commode à condamner. Les intérêts économiques, en particulier ceux liés à la production pétrolière, ont aussi joué un rôle important. Des éléments conjoncturels de politique intérieure ont également été relevés par la presse en France et au Royaume-Uni pour expliquer l'activisme de leurs gouvernants. Par ailleurs, au regard du contexte géopolitique en présence, l'anticipation de faibles risques militaires d'une opération aérienne et navale a facilité la décision de sa mise en place : l'armée libyenne régulière était jugée mal équipée, de même que les conditions météorologiques et le terrain désertique sans beaucoup de relief apparaissaient extrêmement favorables. Enfin, bien que son explication conserve des zones d'incertitude, la relative neutralité de la Chine, et surtout de la Russie, qui n'ont pas usé de leur veto au Conseil de sécurité de l'Onu pour empêcher le vote d'un cadre légal à l'intervention, a été décisive.

Au-delà de son scénario géopolitique, qui fut assez unanimement partagé, l'opportunité de l'intervention militaire a été discutée, notamment en Allemagne qui n'y participait pas, mais aussi dans les pays y étant investis. Selon les médias, une tribune plus ou moins importante a été offerte aux opinions plurielles qui ont exprimé des réticences quant à sa nécessité. À cet égard, les sondages d'opinion ont montré que les populations des États engagés dans le conflit étaient assez partagées sur le choix de leur gouvernement. Par ailleurs, au fil du déroulement de l'intervention, des doutes ou des questionnements sont survenus à propos de la stratégie militaire, mais aussi politique, poursuivie par la coalition de l'Otan, dont les divergences internes ponctuelles ou plus profondes ont été soulignées. De même, lorsque les opérations armées ont progressivement dévié d'une protection des civils sous la menace de la répression du régime libyen à une action manifeste pour parvenir à la destitution de ce dernier, des critiques sur l'interprétation très extensive du cadre légal fourni par la résolution 1973 n'ont pas manqué d'émerger et de conforter les positions des sceptiques de la première heure. Parallèlement, diverses mises en garde étayées sur les groupes insurgés ont également nuancé l'enthousiasme de la victoire sur les troupes de Mouammar Kadhafi. Enfin, l'écho donné aux dégâts collatéraux des opérations militaires (pertes civiles, tirs amis, etc.) et à certains événements troubles, comme les circonstances de la mort du dictateur libyen, a suscité des interrogations récurrentes.

Une résonance plus ou moins large a été donnée à ces dimensions critiques de l'intervention militaire, permettant ainsi de distinguer des tendances dans le traitement éditorial, notamment s'agissant des titres du panel. Les trois quotidiens conservateurs français et britanniques ont accordé une moindre place aux aspects les plus polémiques du conflit et adopté une position de soutien affirmée à l'intervention, ainsi qu'à ses promoteurs. En France, en toute logique avec le positionnement assumé de sa direction, *Le Figaro* a ainsi pleinement participé à l'exploitation politique de l'évènement en mettant en avant le rôle personnel de Nicolas Sarkozy. De même, le journal a donné une importance particulière aux aspects diplomatiques du conflit, développant notamment dans ce cadre une approche très favorable du rôle de la France ou de l'alliance franco-britannique. Au Royaume-Uni, *The Daily Telegraph*, très proche du parti conservateur, a parfois eu des accents patriotiques en évoquant la participation des troupes nationales dans le conflit ou l'action du gouvernement. *The Sunday Times*, pro-atlantiste et pro-Otan, s'est logiquement engagé explicitement dans un soutien militant de l'intervention. Par contraste, les quotidiens proches des sociaux-démocrates (*Libération*, *The Guardian*, *Die Süddeutsche Zeitung*) ont eu une approche moins hagiographique des événements, accordant par exemple une place plus marquée aux opinions critiques envers l'intervention, à ses zones d'ombre ou encore à ses conséquences humaines<sup>42</sup>. *The Guardian*, tout en n'étant pas hostile à l'intervention, est sans doute celui qui en a le plus rendu-compte dans une démarche de souci constant de pointer ses limites, ses effets négatifs et les hypocrisies de la coalition<sup>43</sup>. Les enseignements tirés de la participation britannique à la seconde guerre d'Irak expliquent pour beaucoup cette position particulière, comme également le fait que le journal a surtout couvert le conflit à partir de reportages effectués sur le terrain auprès de la population (*entretien*). Quant aux autres quotidiens, ils ont eu une approche plus équilibrée, s'attachant à donner des points de vue contrastés. L'exemple du journal *Le Monde* est ainsi éclairant. Historiquement, le titre a toujours été favorable aux interventions militaires justifiées pour des raisons humanitaires, comme le soulignent ses éditoriaux (toujours non signés) qui témoignent de la ligne éditoriale revendiquée de sa direction<sup>44</sup>. Le journal s'est par exemple prononcé, dès leurs débuts, pour un engagement de troupes dans les conflits en Bosnie, au Kosovo. Plus récemment, il a pris position dans ce sens, certes de manière plus partagée, sur la crise en Syrie. Néanmoins, selon les cas, cette attitude s'est accompagnée de réserves plus ou moins importantes. S'agissant de la Libye, le quotidien a assumé son positionnement traditionnel, mais en s'attachant à adopter autant que possible une distance critique systématique à l'égard des faits présentés. Ainsi, tout en soutenant l'action des insurgés libyens, il a été en pointe pour souligner les exactions leur étant imputables (souvent passées sous silence dans les autres médias), dénoncer des faits de torture

---

<sup>42</sup> Quelques exemples pour le quotidien *Libération* : AYAD, Christophe, HOFNUNG, Thomas, « La coalition dans le vague en Libye », *Libération*, 16/04/2011 ; PERRIN, Jean-Pierre, « Un couac stratégique et un revers diplomatique », *Libération*, 02/05/2011 ; KAHN, Jean-François, « Est-il interdit de dénoncer le fiasco ? » Rebonds, *Libération*, 02/08/2011.

<sup>43</sup> Un exemple parmi d'autres : MILNE, Seumas, « Libya's Imperial Hijacking is a Threat to the Arab Revolution », Comment, *The Guardian*, 25/08/2011.

<sup>44</sup> Pour aller plus loin sur les engagements du journal, voir EVENO, Patrick, *Histoire du journal Le Monde, 1944-2004*, Paris, Albin Michel, Collection « Histoire », 2004.

contre des partisans de Mouammar Kadhafi ou questionner les agissements des chefs de la rébellion. De même, bien que saluant le volontarisme du chef de l'État, il a opéré un travail de déconstruction de la communication officielle présentant de manière emphatique le rôle central de la France ou montré les ambiguïtés de sa position sur l'implication de la Cour pénale internationale dans le conflit. En ce qui concerne les hebdomadaires, on retrouve également ces clivages, mais de manière nettement moins marquée. En France, *Le Point*, dans lequel Bernard-Henri Lévy tient un bloc-notes, a certes été *de facto* actif dans le soutien à l'intervention, puis dans la présentation favorable de ses développements. Mais globalement, les hebdomadaires qui se situent tous, avec des nuances, dans une ligne centriste et libérale, ont adopté un traitement médian relativement similaire.

Toutefois, à l'image des titres du panel, aucun grand média audiovisuel n'a passé sous silence les aspects critiques évoqués précédemment ou même remis en question le bien-fondé de l'un d'entre eux. De même, aucun organe d'information important dans les pays étudiés n'a adopté une ligne éditoriale résolument hostile à l'intervention militaire, au-delà de l'écho plus ou moins large accordé à des points de vue pluriels et aux réserves sur les modalités d'engagement de la coalition alliée. Plusieurs éléments peuvent être avancés pour expliquer cette configuration. Premièrement, le conflit, s'il n'a pas suscité une adhésion populaire massive, n'a pas non plus engendré un mouvement de franche hostilité. Cela a été facilité par le fait que le conflit libyen s'est singularisé par des pertes matérielles limitées pour la coalition de l'Otan et qu'il fut, principalement pour les forces occidentales engagées, la première guerre sans mort au combat : le seul militaire engagé dans l'intervention qui est décédé durant son déroulement est un pilote britannique en repos victime d'un accident de la circulation en Italie. De même, l'impact des raids aériens pour la population libyenne (décès, déplacements de réfugiés, urgence humanitaire), s'il a été conséquent, n'a pas été aussi « dommageable » que par exemple lors du conflit au Kosovo, où les images et les témoignages de civils en détresse se sont multipliés. Ensuite, la légalité de l'intervention au regard du droit international, même si elle fut discutée quant à ses développements, le faible risque d'engrenage militaire régional (à l'inverse de ce qui se poserait en Syrie) et la justification initiale apportée de prévenir une répression massive, ont également permis de dissuader la possible survenue d'un bruyant procès en injustice. Enfin, la figure de personnalité détestée de Mouammar Kadhafi a été abondamment (et opportunément) utilisée par les dirigeants politiques tel un ressort consensuel de légitimation de l'opération militaire. « *La diabolisation de l'ennemi, c'est un classique dans les conflits, c'est même une figure imposée, comme dans le patinage artistique ! Si vous dites à la population "le dictateur de ce pays est un saint homme, mais on lui fait la guerre parce que la dictature c'est mal par principe", c'est vous qui passez pour le méchant. Les gens ne se projettent pas s'ils ne se sentent pas touchés ou concernés. C'est devenu difficile de justifier une guerre, surtout dans les démocraties, alors s'ils ne sont pas en plus convaincus que ce que vous faites est juste et sert à quelque chose, c'est mission impossible. Mais là, avec Kadhafi, il faut bien avouer qu'on ne pouvait pas trouver mieux compte tenu du personnage* » (entretien). Par extension, la personnalisation du conflit autour du dictateur libyen a aussi été largement mobilisée comme un angle de traitement médiatique pour conférer une dramaturgie accrocheuse à la couverture de l'évènement, notamment une fois passés les premiers temps de l'intervention davantage centrés sur les opérations militaires. « *C'est vrai, les médias ont beaucoup insisté sur Kadhafi. En même temps, quand le conflit s'est enlisé, il y avait moins de choses à dire sur les raids aériens, sauf à tenir des chroniques sur les sorties du jour et le nombre de bombes larguées. L'information intéressante à couvrir s'est déplacée sur la résistance du régime, les questions sur sa survie et aussi sur la rébellion. À partir du moment où l'objectif de l'Otan est clairement devenu la chute de Kadhafi, on ne peut reprocher aux journalistes d'avoir fait leur travail d'information en conséquence* » (entretien). À cet égard, le choix des thèmes de l'émission d'information quotidienne *C dans l'air* (France 5) consacrés au conflit libyen apporte une illustration évocatrice. Durant les deux semaines précédant le déclenchement des premières frappes aériennes, les trois émissions portant sur la Libye mentionnaient le nom de son dictateur dans leur intitulé (« Les dernières heures de Kadhafi », « Kadhafi attaque Sarkozy », « Kadhafi bloque les frappes »). Puis entre le 19 mars et le 31 octobre 2011, sur les sept émissions dédiés spécifiquement à l'intervention militaire, cinq faisaient référence au dirigeant libyen : « Libye, jusqu'où et quand » (21/03) ; « Libye, la France accentue ses frappes (19/04) » ; « Kadhafi : mort ou vif ? » (22/08) ; « Où se cache Kadhafi ? » (24/08) ; « Kadhafi : quarante-deux ans après... » (01/09/2011) ; « La mort de Kadhafi » (20/10) ; « Kadhafi : quelle version pour

**SOCIOLOGIE D'UNE AUTRE BATAILLE**  
**LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE**  
**Analyse comparée : France, Royaume-Uni, Allemagne**

l'histoire ? » (21/10)<sup>45</sup>. L'étude des titres des articles publiés par les journaux du panel amène également à faire un constat similaire dans les trois pays. La seule une consacrée par *L'Express* au conflit entre le 19 mars et le 31 octobre 2011, à l'occasion d'un dossier spécial, s'intitulait « L'ultime combat de Kadhafi » (*L'Express*, 23/03/2011), le pic du nombre d'articles publiés en deux/trois jours par *Die Süddeutsche Zeitung* durant la période de l'intervention militaire est intervenu au moment de la mort du dictateur libyen.

Plus généralement, les données factuelles du conflit ont été assez similaires dans les médias des trois pays étudiés. Certes, il existe des nuances de traitement ou des hiérarchisations plus ou moins prononcées entre les médias quant au contenu des informations mises en avant et valorisées. Si on prend l'exemple de trois titres britanniques du panel, on peut observer à la marge une appropriation différenciée de certaines thématiques, liée à des dossiers spécifiques traités par les journalistes. *The Daily Telegraph* s'est notamment distingué en accordant à plusieurs reprises une place importante à des propos, *on* ou *off*, de responsables militaires. Dans une certaine mesure, il fut considéré comme le titre se faisant l'écho du point de vue de l'armée. En avril 2011, il a ainsi alimenté le début de polémique déclenché par les critiques d'un haut gradé à l'endroit de la ligné éditoriale de Jeremy Bowen, le *Middle East Editor* de la *BBC*, qui selon lui ne soulignait pas assez les aspects positifs de l'intervention militaire et insistait trop sur ses effets négatifs potentiels au Moyen-Orient. *The Sunday Times* est le titre qui s'est montré le plus insistant dans ses colonnes sur les exactions attribuées aux forces loyales à Mouammar Kadhafi. Pro-atlantiste, il est aussi le journal qui a relativement le plus éludé le rôle politique de la France dans le conflit. Quant à *The Independent*, il s'est positionné en pointe de la dénonciation du cynisme des motivations économiques de l'intervention militaire et de l'hypocrisie des « anciens amis » du dictateur libyen. Cependant, au-delà des singularités éditoriales, les phases de pics informationnels ont été relativement identiques pour les titres du panel. Pour illustrer cet élément, on peut dresser une comparaison de la répartition mensuelle des articles consacrés à l'intervention militaire en Libye par les quotidiens *Le Figaro* et *The Guardian*.

Encadré 4 / Répartition mensuelle (arrondie) des articles publiés par les quotidiens *Le Figaro* et *The Guardian* entre le 19 mars et le 02 novembre 2011.

---	<i>Le Figaro</i>	<i>The Guardian</i>
Mars (du 19/03)	14,3 %	13,4 %
Avril	19,7 %	16,3 %
Mai	11,3 %	13,6 %
Juin	14,8 %	10,4 %
Juillet	5,9 %	7,4 %

<sup>45</sup> Source : *France 5* (archives ouvertes de l'espace dédié à l'émission *C dans l'air* consultables sur le site internet de la chaîne). À noter que deux autres émissions entre le 19 mars et le 31 octobre 2011 ont abordé largement le thème de la Libye sans y être exclusivement consacrées : « Ces dictateurs tueurs de peuples » (03/06) ; « Le ramadan sanglant » (02/08).

**SOCIOLOGIE D'UNE AUTRE BATAILLE**  
**LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE**  
 Analyse comparée : France, Royaume-Uni, Allemagne

Août	15,8 %	18,1 %
Septembre	9,3 %	10,7 %
Octobre – 02/11	8,9 %	10,1 %
<i>Total</i>	<i>100 % (203)</i>	<i>100 % (337)</i>

L'exercice pouvait être fait avec d'autres titres du panel, néanmoins ce choix s'est dessiné pour dégager des éléments de convergence et de divergence significatifs en traitant de deux journaux ayant des positionnements éditoriaux très distincts (un quotidien conservateur soutien du gouvernement *versus* un quotidien social-démocrate d'opposition). Cette comparaison laisse apparaître des différences, qui renseignent sur la part de l'empreinte spécifique de la ligne éditoriale, mais elle souligne également la relative homogénéité du traitement médiatique. L'analyse détaillée du contenu des articles a permis de mettre en lumière la nature qualitative de l'explication des nuances quantitatives qui apparaissent à la lecture du tableau, soulignant un lien de causalité (relatif) entre les deux dimensions. *Le Figaro* a par exemple proportionnellement plus traité des aspects diplomatiques et stratégiques du conflit que *The Guardian*, surtout discutés dans la toute première phase de l'intervention (passage sous commandement de l'Otan ; alliance franco-britannique ; positions de pays importants, dont les États-Unis ; choix de l'Allemagne et de ses conséquences, notamment pour l'Europe). Cohérent avec son engagement manifeste en faveur d'un soutien à l'action de la France et à la politique étrangère de Nicolas Sarkozy, valorisées au fil des articles, cet élément explique en partie pourquoi le mois d'avril est celui pendant lequel le journal a publié le plus de papiers durant l'opération militaire. Néanmoins, comme pour *The Guardian*, c'est durant le mois d'août que le nombre d'articles édités par la plupart des autres titres du panel fut le plus important (chute de Tripoli et avancées tactiques décisives, éléments sur la destitution du régime libyen, premiers débats nourris sur le processus politique de l'après-Kadhafi et l'action de la rébellion, réévaluation de la lecture de l'opération militaire). La tendance inverse observée pour les mois de mai et de juin entre les deux quotidiens est également explicable par des nuances éditoriales. D'une part, en mai, *The Guardian*, prompt à développer un point de vue peu indulgent à l'encontre de certains aspects de l'intervention militaire et de ses conséquences, a consacré un dossier spécial à un premier bilan critique de l'opération alliée. Il a aussi abordé longuement la question de ses effets pour les populations locales à partir de reportages de ses envoyés spéciaux sur le terrain (réfugiés, difficultés du quotidien, etc.). D'autre part, la même raison évoquée précédemment, c'est-à-dire un traitement privilégié des aspects diplomatiques et stratégiques du conflit, permet de comprendre pourquoi *Le Figaro* a dédié à ce dernier en juin un nombre presque comparable d'articles qu'en août (raids aériens d'ampleur sur Tripoli et nouvelle phase de l'offensive militaire, entrée en service des hélicoptères de combat français et britanniques, annonce de la prolongation de la mission de l'Otan, affirmation du soutien des alliés sur tous les plans à la rébellion libyenne, mandat de la Cour pénale internationale contre les principaux dirigeants du régime libyen). Pourtant, malgré ces nuances éditoriales occasionnant entre les titres des variations sensibles dans le temps de leur couverture des événements libyens, on remarque une récurrence de grandes constantes dans l'observation des pics informationnels, qui ont *in fine* conféré une relative homogénéité à l'intensité médiatique du conflit dans les trois pays étudiés. Par exemple, le « creux » du mois de juillet, surtout lié à l'absence de faits jugés majeurs, c'est-à-dire ayant une forte incidence sur le déroulement de l'opération, est unanimement repérable. De même, le nombre élevé d'articles publiés par les quotidiens du panel après les premières frappes aériennes souligne l'importance équivalente, sur les plans

politique et évènementiel, conférée au déclenchement de l'intervention militaire<sup>46</sup>. Comparativement, la part plutôt réduite du volume d'articles édités durant la phase ultime du conflit (septembre, octobre, début novembre) témoigne de la manière assez similaire de lire la séquence de son issue. En effet, après la chute de Tripoli, actant la destitution escomptée du régime libyen, l'analyse dominante dans les médias des pays alliés, partagée avec les dirigeants politique, fut de considérer que la victoire militaire était désormais acquise. Anticipant dès lors sa fin prochaine, préalable à l'ébauche d'un processus de transition politique, l'intérêt pour les derniers épisodes du conflit s'est réduit. Comme pour le mois de juillet dans une certaine mesure, à l'exception de la mort très commentée de Mouammar Kadhafi, le peu de faits marquants nouveaux dans le flux informationnel a aussi accentué cette situation. Parallèlement, la couverture médiatique a encore eu d'autant plus tendance à s'homogénéiser que son évaluation générale, au regard du succès militaire et de la satisfaction des buts de guerre apparents, fut appréhendée (rétrospectivement) de manière largement consensuelle.

On peut également caractériser la relative homogénéité de la couverture médiatique du conflit libyen en observant en particulier le traitement *stricto sensu* des opérations militaires de la coalition de l'Otan. En termes de contenus informationnels, elles ont fait l'objet de récits très similaires dans les trois pays étudiés, au-delà des différences d'appréciations quant à leur commentaire<sup>47</sup>. Ayant tiré les enseignements de l'intervention au Kosovo, l'Otan et les forces armées nationales engagées ont fait le choix d'une transparence importante quant à la publicisation de données tactiques (nombres de sorties aériennes, ressources mobilisées, etc.) dans la limite des contraintes opérationnelles nécessitant la préservation du secret (scénario(s) stratégique(s), annonce des cibles, « embargo médiatique » avant l'utilisation des hélicoptères de combat, aides matérielles aux insurgés, etc.). La masse des informations convergentes disponibles, notamment relayées par les agences de presse, a conduit à une diffusion assez unifiée des éléments factuels sur les raids aériens. De même, contrairement à la situation au Kosovo, les journalistes ont eu un accès direct sur le terrain, à Tripoli sous contrôle des autorités libyennes ou avec les rebelles. Ils pouvaient ainsi montrer, avec des points de vue différents selon leur lieu de présence, les effets des bombardements (cibles touchées, etc.). Les constats effectués dans les reportages *in situ* n'ayant pas souligné d'incohérences majeures avec les données fournies par la communication opérationnelle, la parole de cette dernière s'est trouvée confortée et par extension rapportée assez unanimement. Elle a été d'autant plus crédibilisée – sans beaucoup de mise en doute dans sa globalité – que l'Otan a rapidement reconnu les « bavures » ou les faits de « tirs amis » chaque fois qu'ils ont été évoqués par les médias. En règle générale, ces questions occupent une place importante dans le traitement médiatique – font le *buzz* – et suscitent des questionnements embarrassants sur le plan de l'image quand ils comportent des zones d'ombre. C'est une règle journalistique constante, comme la nature qui a horreur du vide, les médias s'emparent toujours irrésistiblement des incertitudes qui leur sont soumises afin de les dissiper, pour le meilleur et aussi parfois pour le pire. Là encore, l'expérience du Kosovo apparaît comme un cas idéal-typique. Ainsi, presque cyniquement pourrait-on dire, l'exercice de transparence, facilité par des conditions d'intervention limitant les « dégâts collatéraux », a d'une certaine manière préservé la coalition de l'Otan de focalisations extensives sur les conséquences humaines et matérielles de ses opérations. Quant aux images des manœuvres, elles ont été assez nombreuses dès le déclenchement de l'intervention militaire, participant quelque part à déplacer rapidement l'attention, et donc les sujets consacrés au conflit, sur d'autres terrains de préoccupation que celui du compte-rendu de l'action armée des alliés. Sur cet aspect, on peut toutefois souligner des différences de pratiques entre la France et le Royaume-Uni, qui participaient aux opérations militaires, avec une conséquence inattendue. En amont, les deux pays ont accordé un nombre élevé d'accréditations aux journalistes pour effectuer, sous contrôle étroit, des reportages sur les bases aériennes mobilisées ou sur les bâtiments engagés. Il s'agissait par ce moyen de communication de donner à voir les préparatifs et la logistique militaires, ainsi que « la vie au cœur de l'action » des professionnels concernés dans une perspective illustrée de renforcement du lien armée-nation. Néanmoins, en aval,

<sup>46</sup> S'agissant du décompte mensuel, les statistiques de mars sont à relativiser car elles ne concernent que le dernier tiers du mois. Néanmoins, si on effectue un décompte hebdomadaire, la plus grande concentration d'articles publiés sur l'intervention militaire en Libye est alors observable, pour tous les quotidiens du panel, la première semaine suivant son déclenchement.

<sup>47</sup> Par exemple, alors que *Libération* a commencé à évoquer « l'enlisement » militaire de l'Otan en Libye dès la première quinzaine du mois d'avril 2011 (PERRIN, Jean-Pierre, « Les fronts militaires se figent en Libye », *Libération*, 11/04/2011), le premier article entier consacré à cette question par *Le Point* fut daté de la fin du mois de juin (GUISNEL, Jean, « L'Otan patine », *Le Point*, 23/06/2011).

alors que l'état-major des armées françaises a mis à disposition des médias des contenus visuels extraits du matériel produit par les équipes de l'ECPAD présentes sur le terrain des opérations, les Britanniques ont privilégié l'accueil de reporters embarqués sous embargo aux côtés de leurs troupes, pratique qu'ils ont développée depuis 2002<sup>48</sup>. Au final, certains médias du Royaume-Uni ont utilisé des images officielles fournies par les autorités françaises car elles étaient plus parlantes parfois que les vues des opérations non-censurées de leurs journalistes présents sur le terrain, contribuant par-là aussi à renforcer l'homogénéité de la couverture médiatique du conflit dans les deux pays.

### **III. LA MARQUE DES LOGIQUES NATIONALES A L'ŒUVRE DANS LE RÉCIT MÉDIATIQUE DES ÉVÉNEMENTS**

Cependant, au-delà d'une certaine similitude sur les grandes lignes de son traitement éditorial, ce qui ressort de l'analyse comparée de la couverture médiatique du conflit libyen est la marque importante de logiques nationales à l'œuvre dans certains aspects de son approche. Alors que le niveau d'accès à l'information était semblable dans les trois pays étudiés, il est intéressant de noter la dimension subjective de son utilisation à une échelle domestique. On peut ici avancer deux éléments pour l'expliquer.

Premièrement, la réception des événements étrangers, surtout lorsqu'ils ont une dimension régionale ou internationale, ne se fait pas de manière symétrique dans les divers contextes nationaux où ils sont rapportés. Ils trouvent une résonance plus ou moins particulière dans les débats publics intérieurs de chaque pays en fonction d'éléments sociopolitiques conjoncturels ou historiques et font donc l'objet d'un « processus de distinction », qui singularise en partie leur portée, dans le contexte avec lequel ils entrent en interaction. Les médias de chaque État relatant les prolongements intérieurs des questions étrangères (prises de position du personnel politique, *etc.*) et leurs aspects faisant écho à des préoccupations nationales (intérêts, positions diplomatiques, *etc.*), leur couverture est ainsi sensiblement différente.

Les médias allemands accordent par exemple une place plus importante dans leurs reportages à l'actualité en Turquie que leurs équivalents d'Europe de l'Ouest. Logiquement, les éléments liés à la position turque par rapport aux événements libyens ont donc fait l'objet d'un traitement plus conséquent dans la presse allemande qu'en France ou au Royaume-Uni. Ceci s'explique pour des raisons à la fois domestiques et stratégiques. D'une part, la population d'origine turque – Allemands de seconde ou troisième génération, naturalisés et immigrés – est conséquente en Allemagne, créant les conditions d'un intérêt certain dans le lectorat pour les sujets se rapportant à l'actualité du pays. D'autre part, outre les liens historiques et socioéconomiques qui lient Ankara et Berlin, ils entretiennent une relation politique nourrie. Ainsi, même si cette relation n'est pas exempte de discordes, notamment sur la question de l'adhésion turque à l'Union européenne à laquelle le gouvernement allemand est opposé, la Turquie est néanmoins considérée par l'Allemagne comme un partenaire stratégique privilégié, élément qui est illustré par l'écho donné aux positions de sa diplomatie dans la presse d'outre-Rhin. Autre exemple, l'implication personnelle de Bernard-Henri Lévy dans la « mise à l'agenda » du sort de Benghazi, puis dans le soutien à l'option d'une intervention militaire, ne fut presque pas évoquée dans les médias européens, alors que leurs homologues français, rendant compte de la généalogie domestique de l'agencement des événements, l'ont parfois exagérément soulignée. Au Royaume-Uni, l'argument du soutien d'une large partie du monde arabe à l'opération militaire a été plus mobilisé qu'ailleurs. Ceci s'explique par la sensibilité de l'opinion publique britannique à l'égard des réactions suscitées par un nouvel engagement armé du pays dans un État à majorité musulmane. En effet, outre les témoignages d'hostilité rapportés dans les médias suite à la position du gouvernement sur la seconde guerre d'Irak, le traumatisme des attentats de Londres, en partie justifiés par les terroristes comme un acte de représailles à la présence britannique en Afghanistan, a marqué durablement la population. De même, un fait marquant comme l'attentat de Lockerbie, commandité par

---

<sup>48</sup> HECKER, Marc; RID, Thomas, 2009, *op. cit.*, p. 54.

Mouammar Kadhafi, a été souvent rappelé dans les commentaires locaux sur l'histoire récente des relations entre la Libye et le Royaume-Uni. De ce point de vue, la révélation de la découverte, après la chute de Tripoli, de documents mettant à jour la correspondance personnelle « amicale » entre le dictateur libyen et Tony Blair, alors devenus alliés objectifs dans la lutte contre le terrorisme islamique, a ainsi été beaucoup commentée et critiquée par la presse britannique, tandis qu'elle fut à peine évoquée dans les médias français et allemands. Une autre caractéristique du traitement médiatique au Royaume-Uni, relevant davantage d'un particularisme historique local, est le ton généralement plus engagé, plus enlevé, voire plus polémique, des médias outre-Manche, et singulièrement de la presse écrite. « *Les médias anglais sont plus agressifs, ils y vont dix fois plus fort qu'en France par exemple. Au début du conflit, pour décrire les opérations militaires, ils ont employé des expressions comme "des raids dévastateurs" ou "des destructions massives", alors que les médias français sont restés plus factuels, plus dépassionnés. C'est une question de culture, ils sont plus tranchés dans la manière de présenter les choses. Mais au final, sur le fond, les points de vue étaient à peu près les mêmes* » (entretien). « *Les grands médias audiovisuels [britanniques] présentent souvent les choses de manière plus neutre que la presse écrite, sans parler des tabloids, car ils s'adressent à un large public, leur information est plus calibrée. Mais la presse britannique est une vraie presse d'opinion avec un style très incisif* » (entretien). On retrouve d'ailleurs ce ton particulier dans l'hebdomadaire libéral *The Economist* – Mouammar Kadhafi est par exemple nommé « le serpent » (« *Scotching the Snake* », 24/03/2011) – même s'il a une approche éditoriale différente dans le traitement de l'actualité du fait de son lectorat international. En effet, le journal, qui a de nombreux correspondants étrangers, est diffusé environ pour moitié aux États-Unis ; le marché britannique représente moins de 15 % de ses ventes, qui sont notamment en croissance constante en Asie (entretien). À cet égard, il est intéressant de noter que *The Economist*, contrairement aux autres titres britanniques du panel, n'a pas eu tendance à exagérer le rôle du Royaume-Uni dans l'intervention, au détriment de celui de la France, mais a adopté une ligne presque « apatride » montrant l'importance du duo franco-britannique, avec le soutien décisif des États-Unis, dans la mise en place, puis le déroulement, des opérations militaires de la coalition de l'Otan.

Ensuite, les événements qui ont des conséquences régionales ou internationales sont toujours appréhendés localement d'un point de vue relatif. La position géopolitique particulière d'un État par rapport à une question étrangère singularise évidemment la manière dont les enjeux en présence sont rapportés, notamment en fonction de ses intérêts ou de ses préoccupations diplomatiques. On peut imaginer aisément que le traitement médiatique d'un conflit bilatéral dans un pays riverain ne sera pas le même, sur le fond et s'agissant de la place qui lui sera accordée, que sous d'autres latitudes très éloignées géographiquement. Mais au-delà de cette dimension, lorsqu'un État est directement concerné par une question internationale, elle fait l'objet d'un « processus de subjectivation » déterminé par des considérations internes. À cet égard, depuis les travaux pionniers de Marcel Merle qui en a formalisé le lien intrinsèque<sup>49</sup>, les spécialistes des relations internationales portent une attention constante dans leurs analyses aux rapports entretenus entre les politiques intérieure et extérieure et n'ont cessé de souligner leur relative interdépendance. Dans le cas d'une intervention militaire extérieure, et en particulier lorsqu'elle est menée en coalition, ce processus de subjectivation, qui s'apparente à une réappropriation des faits dans le contexte sociopolitique domestique, est un mécanisme déterminant – et presque systématique – pour conférer du sens, avant même de la légitimité, aux décisions des gouvernants. Même si cette configuration montre aujourd'hui ses limites, l'interprétation du global à partir du local demeure effectuée pour une large part au travers du prisme national car il est une échelle de significations opératoires, et d'autant plus quand le rôle régalien de l'État est en jeu. Cela peut se lire dans la communication institutionnelle et politique de chaque pays qui tend invariablement à singulariser son engagement dans un conflit, à définir les éléments particuliers le justifiant et à valoriser son action.

---

<sup>49</sup> « *L'interne [en italique dans le texte] et l'externe [en italique dans le texte] se trouvent en communication l'un avec l'autre, au moins par l'intermédiaire d'un "sas" que contrôle le gouvernement et qui constitue l'espace spécifique de la politique étrangère : celle-ci a pour fonction d'adapter le système à son environnement ou, si l'on préfère, de transmettre à l'extérieur les demandes qui émanent de l'intérieur du système, tout en canalisant les contraintes qui pèsent, de l'extérieur, sur le fonctionnement du système* » ; MERLE, Marcel, « Politique intérieure et politique extérieure », *Politique Étrangère*, Volume 41/5, 1976, p. 409-421 (p. 410-411).

S'agissant de l'intervention militaire en Libye, un premier marqueur symbolique de ce processus de subjectivation pouvait se lire, comme généralement pour les interventions alliées, dans le fait que l'opération conduite par la coalition ne portait pas le même nom de code selon les pays participants<sup>50</sup>. Mais au-delà du symbole, d'autres illustrations furent plus affirmées en termes de réappropriation subjective des événements. En France, l'engagement personnel de Nicolas Sarkozy a par exemple été largement présenté comme déterminant dans la séquence diplomatique qui a conduit à l'intervention militaire en Libye – l'expression « la guerre de Sarkozy » a ainsi pu être utilisée pour la décrire - tandis qu'aux États-Unis l'action du président français n'a pour le moins pas fait l'objet des mêmes honneurs. L'ouvrage remarqué sur la politique étrangère de Barack Obama du journaliste David Sanger, chef du bureau de *The New York Times* à Washington, est assez éclairant quant à cet aspect : dans le récit qu'il dépeint de la généalogie du conflit libyen, la France est non seulement peu évoquée, mais son rôle apparaît comme secondaire par rapport à celui de la Maison Blanche et de la diplomatie américaine<sup>51</sup>. À cet égard, le journal *Le Monde* est un des rares médias français à avoir démontré le fait que le récit officiel du gouvernement sur le vote de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'Onu, présentée comme une proposition française, relevait davantage d'un exercice de communication que d'une approche objective des faits. Certes, Nicolas Sarkozy et la diplomatie française ont été à la pointe pour faire avancer l'idée d'une intervention militaire en Libye. Mais c'est l'engagement décisif des États-Unis, et leur initiative à l'Onu, qui a rendu possible, au moins dans les conditions aujourd'hui connues, sa mise en œuvre. En effet, l'ambassadrice des États-Unis a fait introduire la désormais célèbre expression « par tous les moyens » durant la discussion du texte, conférant implicitement une base légale à l'option militaire sans la nommer. Les diplomates français avaient alors montré des réticences envers cette proposition américaine, pensant qu'elle allait faire échouer le vote en suscitant l'hostilité des Russes. Mais en dépit des apparences, et de leurs protestations *a posteriori*, ces derniers savaient ce qu'ils votaient et ont laissé passer la résolution. L'hypothèse de négociations en amont entre les Russes et les Américains, voire avec les Chinois, sans même connaître l'objet de l'accord conclu en termes de contreparties, est demeurée un angle mort de la presse française.

C'est à travers cette dimension de la subjectivation que l'on peut également pleinement mesurer les conséquences de la position du gouvernement allemand à l'égard des opérations de l'Otan sur l'appréhension médiatique outre-Rhin de la séquence des événements libyens. D'ailleurs, l'étude du traitement médiatique de l'intervention en Allemagne appelle au préalable un premier constat. La position officielle du pays à l'égard du conflit et sa non-participation aux opérations militaires pouvait justifier l'énoncé *a priori* de l'hypothèse d'une ampleur moindre de leur couverture par les médias allemands par comparaison avec ce que l'on aurait pu imaginer observer pour la France ou le Royaume-Uni. Or, cette supposition s'est révélée fautive à la lumière de l'enquête. Explicable par des raisons sociopolitiques liées à l'histoire contemporaine de l'Allemagne (atlantisme, etc.), le retentissement sur le plan interne de la position gouvernementale à l'endroit de l'intervention militaire, et ses conséquences, ont sans doute en partie justifié le niveau important de couverture médiatique. Unanimement, les grands médias allemands ont dénoncé ou discuté avec beaucoup de réserves la position de leur gouvernement à l'égard du conflit. Avant le vote de la résolution 1973, il y avait un clivage assez net sur l'idée de l'intervention militaire que l'on peut illustrer avec un sondage rapporté par le journal *Le Figaro* le 20 mars 2011 : 62 % des Allemands étaient favorables à l'intervention, mais 65 % d'entre eux (contre 29 %) approuvaient la décision gouvernementale de ne pas y participer si elle devait avoir lieu, conformément à une tradition pacifiste très ancrée depuis la Seconde Guerre mondiale. Parmi les journalistes ou les experts locaux en relations internationales, une distribution similaire des positions était également observable concernant l'idée d'un engagement de la *Bundeswehr* dans la coalition. Cependant, l'abstention du pays lors du vote de la résolution a suscité de vives critiques<sup>52</sup>. Pour les observateurs allemands, cela revenait à contester le bien-fondé des opérations militaires, même si la question de la participation du pays à leur exécution suscitait des réponses partagées dans l'opinion, mais aussi dans les médias. Pour ces derniers, la décision du gouvernement était une erreur difficile à admettre car elle marquait une rupture avec les partenaires privilégiés de l'Allemagne, et notamment avec les États-

---

<sup>50</sup> *Unified Protector* (Otan) ; *Harmattan* (France) ; *Ellamy* (Royaume-Uni) ; *Mobile* (Canada) ; *Odyssey Dawn* (États-Unis, Italie et autres alliés).

<sup>51</sup> SANGER, David E., *Confront and Conceal: Obama's Secret Wars and Surprising Use of American Power*, New York, Crown Publishers, 2012.

<sup>52</sup> Le terme de « farce » employé par l'ancien ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer dans une tribune de *Die Süddeutsche Zeitung* pour qualifier la position du gouvernement a par exemple trouvé un certain écho en étant largement repris.

Unis, au profit d'une alliance de circonstance incompréhensible sur le plan politique avec la Chine, la Russie, le Brésil et de nombreux États non-démocratiques. Selon eux, l'Allemagne n'avait rien de positif à retirer, en particulier à l'échelle européenne, d'un isolement singulier dans le camp occidental<sup>53</sup>. Sans apporter son soutien militaire et taire ses réserves politiques, ils pensaient qu'elle aurait dû voter la résolution 1973 et fournir un appui financier ou logistique à l'intervention, comme elle l'a d'ailleurs fait par la suite. « *L'Allemagne avait tout à gagner avec un oui sous conditions, alors qu'avec sa position elle a perdu sur tous les tableaux. /.../ Angela Merkel était exaspérée par le côté va-t-en-guerre de Sarkozy et l'alliance entre Paris et Londres. En plus, alors que l'Europe était en difficulté, elle avait peur de mettre le doigt dans un engrenage qui pouvait se finir en borborygme comme en Irak. C'est pour cela qu'elle était contre une guerre directe en Libye. C'était compréhensible, mais elle a fait un mauvais calcul. Mal conseillée, elle a cru que les Russes et les Chinois n'accepteraient jamais de laisser les Occidentaux intervenir. Elle a joué la stratégie du pire. /.../ La situation aurait peut-être été différente si l'Otan avait tout de suite été pressentie pour conduire les frappes aériennes. Avec un soutien plus clair des États-Unis, le gouvernement allemand aurait peut-être aussi choisi d'emblée la diplomatie du carnet de chèque comme il sait bien le faire. Il ne faut pas refaire l'histoire, c'est vrai que le choix d'intervenir en Libye soulevait des questions importantes. /.../ Mais ce qui est resté au final c'est que l'Allemagne s'est retrouvée en porte-à-faux avec ses partenaires pour un résultat contre-productif. C'est ce constat peu glorieux que la presse allemande a dénoncé* » (entretien). Ceci s'est rapidement imposé avec les premiers reportages des télévisions allemandes montrant le nom du pays acclamé à Tripoli et conspué à Benghazi. La presse n'a pas manqué de souligner les effets désastreux de cette situation qui a suscité un malaise dans l'opinion publique : la force des images a fait de Berlin un soutien involontaire du régime de Mouammar Kadhafi. S'agissant des titres du panel, on note d'ailleurs peu de nuances entre leurs lignes éditoriales. Les deux grands quotidiens conservateurs, *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung* et *Die Welt*, se sont ainsi positionnés dans une démarche critique. Ils ont par exemple donné un certain écho aux réserves existantes à l'intérieur même du camp chrétien-démocrate, insistant sur l'importance de la tradition atlantiste de la CDU. Des références à la politique étrangère d'Helmut Kohl ont également été mises en avant pour souligner le contraste. Néanmoins, il convient de préciser que cette situation n'a rien d'exceptionnelle en Allemagne. La presse d'information généraliste, au-delà de ses sensibilités en termes d'opinions politiques, a une pratique d'indépendance dans le traitement de l'actualité par rapport aux clivages partisans et de distance à l'égard du personnel politique qui est nettement plus marquée qu'en France et au Royaume-Uni. Il est donc fréquent que les éditoriaux des journaux dits de gauche ou de droite adoptent un ton critique à l'égard de décisions émanant de la sensibilité politique qu'ils sont supposés incarner ou exprimer, et inversement<sup>54</sup>. Angela Merkel n'a pas été épargnée par les critiques de la presse allemande, mais c'est surtout le ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, qui a fait l'objet des commentaires les plus sévères comme en témoignent les articles le concernant durant la période de l'intervention. Ses lacunes diplomatiques et son manque de discernement ont notamment été mis en lumière, comme par exemple au sujet du vote de la résolution 1973, dont il était convaincu qu'elle ne serait pas adoptée par le Conseil de sécurité de l'Onu. Guido Westerwelle a quelque peu cristallisé la défiance des médias allemands envers la position du gouvernement, et ceci d'autant plus qu'il était déjà fragilisé sur la scène politique intérieure par le revers de son parti, le Parti libéral-démocrate (FDP), lors de scrutins régionaux de mars 2011. Attribué en partie à son impopularité, cet échec contrastait avec le score historique du FDP (14,6 %) aux élections fédérales de 2009, qui avait permis à Angela Merkel de mettre un terme à la grande coalition avec les sociaux-démocrates (SPD) pour gouverner de manière plus traditionnelle avec les libéraux-démocrates. Très critiqué, y compris au sein du FDP, Guido Westerwelle a renoncé en mai 2011 à la présidence de ce dernier et corrélativement à son poste de vice-chancelier. Demeuré ministre des Affaires étrangères, il a ensuite œuvré à une inflexion de la position allemande à l'endroit de l'intervention militaire : outre une reconnaissance du CNT, le pays a par exemple participé financièrement à l'envoi

<sup>53</sup> Au moment du déclenchement des frappes aériennes, la presse française, comme son homologue britannique, a rendu compte de la position allemande et de ses effets, mais de manière assez secondaire. Par exemple, *Le Figaro* a consacré trois articles à cette question – sur un total de vingt-neuf consacrés au conflit en Libye – entre le 19 mars et le 01 avril 2011, insistant davantage par comparaison sur l'alliance franco-britannique. Un article était dédié aux critiques suscitées en Allemagne par la position du gouvernement fédéral et les deux autres aux tensions entre Paris et Berlin sur le dossier libyen.

<sup>54</sup> S'agissant des relations avec les États-Unis, Gerhard Schroeder a par exemple été critiqué pour la teneur de ses propos envers Washington lors du conflit irakien de 2003. De même, la presse allemande a porté un jugement assez négatif sur les premiers temps de la relation nouée par Angela Merkel avec Barack Obama.

d'une aide humanitaire pour la population libyenne et proposé la fourniture de munitions aux forces de l'Otan en guise de démarche d'apaisement diplomatique à l'endroit de ses partenaires occidentaux.

La dimension de subjectivation du conflit dans les trois pays étudiés peut également être abordée de manière éclairante au travers des positions différentes exprimées à l'égard de la coordination des opérations militaires par l'Otan et du rôle des États-Unis. Pour des raisons bien connues, la France a historiquement une relation complexe avec l'Otan et un souci d'indépendance affirmée par rapport à la politique extérieure américaine. Cela s'est traduit concrètement à plusieurs niveaux. Par exemple, lors d'une conférence de presse le 01 septembre 2011 où ils s'exprimaient tous les deux, David Cameron a souligné le rôle des États-Unis dans le succès militaire de la coalition, tandis que Nicolas Sarkozy n'a fait aucune mention du pays durant son intervention. De même, alors que la France s'est montrée peu favorable, sur le principe, à l'attribution de la responsabilité de la conduite des opérations militaires à l'Otan, éludant largement l'importance de cette dernière dans sa communication officielle, le gouvernement britannique a plutôt valorisé son influence à l'intérieur de l'organisation. Dans le rapport du NSC sur le bilan de l'action du Royaume-Uni en Libye<sup>55</sup>, il est ainsi noté : « *The role played by NATO was also vital to the success of the Libya campaign, and the UK was an influential voice within it. Of particular importance was NATO's ability to secure agreement amongst Allies to launch its operation quickly, to implement this decision effectively and to sustain the level of military contributions* » (p.15). Comme le montrent notamment les débats récurrents sur la construction d'une défense européenne plus intégrée, faisant écho à un changement profond de la situation stratégique héritée de la Seconde Guerre mondiale, l'atlantisme ambivalent de la France se heurte souvent à celui revendiqué et pragmatique du Royaume-Uni, mais aussi à celui très ancré de l'Allemagne comme de la plupart des autres pays européens. Le tropisme français à l'endroit du couple franco-allemand a tendance à faire oublier, vu de Paris, le fort penchant atlantiste de l'Allemagne en matière diplomatique et stratégique. « *Pour de nombreux dirigeants allemands, il y a le conjoint français, les cousins européens et le grand frère américain* » (entretien). L'histoire récente explique cette position. Pour l'Allemagne fédérale, après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont été le protecteur contre la menace communiste, le modèle de démocratisation et le partenaire économique qui a permis sa reconstruction rapide. La Loi fondamentale allemande est d'ailleurs inspirée à plus d'un titre de la constitution américaine. À cet égard, c'est une constante des médias allemands de conférer une certaine importance à la couverture des divers aspects de la politique outre-Atlantique. « *Les Allemands se veulent porteurs d'une culture démocratique exemplaire en Europe, c'est pourquoi ils suivent avec intérêt les débats aux États-Unis, y compris parlementaires, car le pays est considéré comme un modèle* » (entretien). Dans ce contexte, la presse des trois pays étudiés s'est faite écho différemment du rôle de l'Otan et des États-Unis dans le conflit. À l'image de *Der Spiegel*, dont la ligne pro-atlantiste assumée est notoire, les journaux allemands ont accueilli favorablement la décision du passage sous commandement de l'Otan des opérations militaires en Libye et ont ensuite caractérisé de manière quasi-systématique l'intervention comme étant un engagement de l'organisation. De ce point de vue, la forte occurrence du vocabulaire la mentionnant observée dans les articles est très révélatrice. Dans la presse britannique, le rôle joué par les troupes domestiques a conservé une place de choix dans le traitement du conflit, mais l'implication de l'Otan a été présentée positivement. Sur la base de témoignages d'officiers, *The Sunday Times* avait même exprimé clairement ses réserves sur la première partie de la stratégie militaire du gouvernement hors de l'organisation. Dans son ensemble, la presse française, si elle n'a pas critiqué le recours à l'Otan, n'a pas pour autant beaucoup valorisé son action, sauf pour souligner son avantage en termes de coordination des forces en présence. Ainsi, l'exposition des faits et les analyses développées ont eu souvent tendance à privilégier une lecture « nationale en coalition » plus que « multilatérale » des aspects du conflit.

Les médias interviennent au premier plan du processus de subjectivation décrit à travers l'information qu'ils produisent. À la mi-septembre 2011, lors de la visite conjointe de Nicolas Sarkozy et de David Cameron à Benghazi, la *BBC* a par exemple relaté les choses de telle manière que l'on pouvait être amené à penser que le président français « accompagnait » son homologue britannique (cadrage, images, paroles). Inversement, en France, dans les reportages

---

<sup>55</sup> Référence citée page 31.

**SOCIOLOGIE D'UNE AUTRE BATAILLE**  
**LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE**  
**Analyse comparée : France, Royaume-Uni, Allemagne**

---

des principaux médias audiovisuels, la présence de David Cameron était presque mise au second plan. Ce jour-là, pour les commentateurs de l'Hexagone, « c'est la France qui était accueillie et célébrée par Benghazi ». Ceci étant posé, il serait toutefois abusif de tirer la conclusion que les médias, en participant à la réappropriation subjective des faits dans leur manière de les traiter, sont des « victimes consentantes » de la communication institutionnelle et politique. La construction de l'information résulte de mécanismes d'interaction qui ne peuvent être lus de manière univoque. Ce serait aussi une interprétation erronée que de penser que les journalistes font preuve, plus ou moins consciemment, d'un certain chauvinisme. Généralement, ils ne manquent pas de présenter avec une objectivité louable d'autres regards, même si la prise en compte de la complexité des récits d'un même évènement – des légitimités en présence – est davantage l'apanage de la presse écrite généraliste pour ce qui est du détail, des analyses et des enjeux. L'explication est plutôt à trouver dans la relativité des points de vue qui caractérise à l'échelle nationale l'appréhension des faits internationaux, et en particulier des conflits armés : elle s'exerce au niveau de l'action, mais aussi de sa lecture journalistique dans un rapport marqué par une influence réciproque entre l'information et la communication<sup>56</sup>.

---

<sup>56</sup> Après la chute de Tripoli, *Le Figaro* a par exemple proposé un sondage en ligne à son lectorat interrogeant sur le bien-fondé de l'intervention militaire (24/08/2011). A la question « l'Otan a-t-elle eu raison d'intervenir en Libye ? », sur 32 861 votants, 65 % ont répondu « oui » contre 35 % « non ». Profitant du succès militaire, le résultat escompté participait notamment d'une forme d'entreprise de légitimation *a posteriori* de la décision de l'exécutif de conduire l'opération soutenue par le journal.



## ■ CONCLUSION

Si l'on procède à une évaluation rapide, on peut remarquer que les grands traits du conflit en Libye ont fait l'objet d'un assez large consensus médiatique, au-delà des nuances qu'il convient d'apporter à ce constat. Globalement, l'intervention a été présentée par les principaux médias des pays comparés comme une « guerre juste », légitime et à risques militaires mesurés, en dépit des questions soulevées quant à son opportunité (réserves politiques diverses). Et même si ses buts politico-militaires, notamment ceux plus ou moins éludés par la communication officielle – enjeux économiques, destitution du régime de Mouammar Kadhafi – ont été amplement discutés, avec des degrés différents selon les médias, ils ont été clairement et plutôt unanimement explicités. Ainsi, il est notable que l'intervention ait été *in fine* présentée comme un succès dans les différents journaux étudiés, avec toutefois des réserves ou des questions (justifiées ultérieurement par les faits) sur le futur du processus de transition démocratique et de la reconstruction de la Libye<sup>57</sup>. Dans un article-bilan consacré au conflit publié quelques jours avant la fin officielle du mandat de l'Otan, *Die Zeit*, résumant l'opinion des grands médias allemands, titrait par exemple que « *cette guerre était juste* »<sup>58</sup>.

Contrairement à l'intervention de l'Otan au Kosovo, non seulement les divergences sur les trois points évoqués concernant le bilan du conflit – « guerre juste », légitime et à risques militaires mesurés – n'ont pas engendré de clivages profonds parmi les médias, mais la couverture médiatique du sujet n'a pas suscité en elle-même de nombreux débats critiques *a posteriori*. Deux raisons principales, confirmées par les entretiens menés durant l'enquête, expliquent cette configuration. D'une part, la communication institutionnelle et politique a été plutôt bien maîtrisée, tout au moins n'a-t-elle pas reproduit les erreurs du conflit au Kosovo. Consciente que les informations provenant du terrain circulaient aisément (vidéos postées par les rebelles sur Internet, accès des journalistes, etc.) et que la propagande de guerre du régime Libyen représentait un danger, tout au moins au début, l'Otan a fait le choix d'une politique de communication offensive. L'objectif affiché par l'organisation à travers cette évolution sur le plan de la communication par rapport au conflit au Kosovo était double. Le premier était de rester « audible » et « visible » dans le flux des données générées par le conflit. Le second, plus stratégique, était de ne pas prêter le flanc aux critiques sur la transparence des opérations militaires, afin de limiter les possibilités pour la propagande adverse d'occuper le « vide informationnel » éventuellement laissé. À cet égard, les responsables institutionnels interrogés ont fait part de leur « satisfaction » quant à leur propre travail de communication, de même qu'ils ont jugé « positivement » la couverture médiatique de la séquence étudiée, c'est-à-dire « *équilibrée et de qualité sur le fond* » (entretien). D'autre part, au-delà des conditions d'exercice du métier de grands reporters toujours difficiles dans l'absolu *in situ*, la guerre en Libye a été « facile à couvrir » pour les journalistes en termes d'accès à l'information par comparaison avec d'autres terrains d'opérations ; il faut noter que la Tchétchénie ou les conflits africains ont été cités comme contre-exemples.

Il est complexe d'établir des schémas-types quant au lien entre l'évaluation de la couverture médiatique d'un conflit et ce qui ressort de son traitement tant les configurations sont diverses. En Irak (2003), les médias américains ont longtemps soutenu la guerre, alors même que les conditions d'un exercice satisfaisant de leur métier étaient plus que limitées, en partie du fait d'un filtrage strict des informations officielles. Au Kosovo, la couverture médiatique a posé de nombreux problèmes et amené à un traitement critique des événements. En Afghanistan, la relation entre les deux dimensions évoquées a été mouvante dans le temps. Au Mali (2013), le travail des journalistes est rendu très difficile sur le terrain, pourtant l'intervention fait l'objet d'un relatif consensus en dépit d'une communication opérationnelle erratique. Chacune de ces situations est le produit particulier d'une conjonction de facteurs, dont il est complexe d'isoler des logiques car ces facteurs sont nombreux et diversement liés entre eux. La nature d'une opération (aérienne et/ou terrestre et/ou navale) n'implique pas les mêmes risques pour les troupes engagées, et donc le même potentiel de défiance en cas de pertes humaines. Les modalités d'une intervention (multilatérale ou unilatérale) modifient ses implications diplomatiques et stratégiques. La légitimité d'un engagement militaire (raisons

---

<sup>57</sup> Sur la situation sociopolitique en Libye depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi, on pourra se reporter avec intérêt à une remarquable enquête réalisée par un chercheur allemand. LACHER, Wolfram, *Bruchlinien der Revolution. Akteure, Lager und Konflikte im neuen Libyen*, SWP-Studie, Berlin, März 2013.

[Http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/studien/2013\\_S05\\_lac.pdf](http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/studien/2013_S05_lac.pdf)

<sup>58</sup> BÖHN, Andrea, BITTNER, Jochen, « Dieser Krieg War Gerech », *Die Zeit*, 27/10/2011.

économiques, sécuritaires, etc.) et la capacité des dirigeants à convaincre de sa justification politique conditionnent une part conséquente du cadre de sa discussion. Le niveau d'accès des journalistes au terrain, comme la transparence de la communication officielle qui renvoie à des enjeux démocratiques, jouent un rôle conséquent dans la construction de la lecture des événements. Des variables comme l'empathie pour des victimes ou l'existence d'un ennemi « mobilisateur » contribuent également à déterminer l'appréhension d'un conflit.

L'exemple de la guerre au Mali éclaire sur l'importance d'un dernier élément, devenu une donnée récurrente de la communication opérationnelle. L'interdiction intimée aux journalistes d'approcher les zones de combat est justifiée par les risques élevés d'enlèvement, l'adversaire non-étatique usant de ce procédé non-conventionnel comme d'une arme à part entière. Mais au-delà de cette raison et d'autres motivations compréhensibles (enjeux tactiques, complexité de garantir la sécurité de reporters dans un contexte de manœuvres délicates), la mise à distance des médias s'explique aussi par une volonté d'euphémisation des combats. « *Pour des raisons de propagande, cette mise à distance des médias existe depuis la guerre du Golfe. [...] Depuis cette époque, on sait qu'on peut gagner la guerre sur le terrain et la perdre sur le front des opinions publiques qui ne sont plus habituées à voir des morts en temps de paix. Les horreurs inhérentes à la guerre sont devenues quelque chose d'inadmissible* »<sup>59</sup>. De ce point de vue, en termes de perception, l'intervention en Libye a bénéficié d'une situation particulièrement favorable. Tout d'abord, il n'y a eu aucune victime à déplorer dans le camp allié. Ensuite, non seulement l'opération a évité des représailles massives contre les insurgés et leurs soutiens, mais la géographie du terrain a limité les « dégâts collatéraux » des frappes aériennes pour les populations civiles. Enfin, aidée involontairement par le régime libyen qui a tout fait pour censurer les données relatives à ses pertes combattantes afin ne pas déprimer ses affidés, l'Otan n'a pas eu à se préoccuper beaucoup de la gestion des conséquences en termes d'image de l'exposition crue du coût humain de son action. À cet égard, il est frappant, mais pas surprenant, de constater le silence (quasi-unanime) des médias étudiés à propos du sort des militaires et des miliciens restés fidèles, par contrainte ou par conviction, au pouvoir de Mouammar Kadhafi. Dans ce conflit, la réalité de la guerre exposée dans les médias fut grandement elliptique.

---

<sup>59</sup> Extrait d'un entretien de Laurent Gervereau, président de l'Institut des images et responsable du site *Decryptimages*, cité dans BEGUIN, François, « Quelles images montrer de la guerre au Mali ? », *LeMonde.fr*, 16/01/2013.



## ■ SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

### I. Sources

Les sources individuelles sont présentées de manière neutre quant au genre et garantissent l'anonymat des personnes interrogées.

#### 1. Sources individuelles

- Haut fonctionnaire, *Nato Press Office*, Bruxelles.
- Officier supérieur français, EMA, ministère de la Défense.
- Officier français 1, EMA, ministère de la Défense.
- Officier français 2, EMA, ministère de la Défense.
- Diplomate français, ministère des Affaires étrangères.
- Officier britannique, *Ministry of Defense*.
- Diplomate britannique 1, *Foreign and Commonwealth Office*.
- Diplomate britannique 2, *Foreign and Commonwealth Office*.
- Journalise, *Le Monde*.
- Journaliste, *Le Figaro*.
- Journaliste, correspondant d'un quotidien français en Allemagne.
- Journaliste, grand reporter, *TF1*.
- Journaliste, reporter, radio périphérique nationale française.
- Journaliste, responsable de l'information, radio locale française.
- Journaliste, correspondant de presse britannique en France.
- Journaliste, presse en ligne.
- Chercheur allemand (relations internationales).
- Cadre, spécialiste des questions d'information et de communication, *Groupe France Télévision*.
- Chef d'entreprise et expert français des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

#### 2. Sources documentaires

Les numéros des 15 titres de presse français, britanniques et allemands du panel parus durant l'intervention militaire ne sont pas rappelés ci-après, mais ils font partie intégrante de cette rubrique.

- Actes du colloque « L'information dans les conflits armés. Du Golfe au Kosovo », Centre d'Étude et de Recherche Interdisciplinaires sur les Médias en Europe (CERIME), Parlement européen de Strasbourg, jeudi 23 et vendredi 24 mars 2000.
- Rapport du *National Security Adviser* britannique sur la coordination centrale et les leçons retirées du conflit libyen.  
[Http://www.number10.gov.uk/wp-content/uploads/2011/12/Lessons-Learned-30-Nov.pdf](http://www.number10.gov.uk/wp-content/uploads/2011/12/Lessons-Learned-30-Nov.pdf).
- Rapport UBM du 12/05/2011, Institut Kandara Media.
- Site internet de l'Otan.
- Site internet du ministère français du ministère de la Défense.
- Site internet du ministère français des Affaires étrangères.
- Site internet du Ministry of Defense (UK).
- Site internet du *Foreign and Commonwealth Office* (UK).
- Espace internet de l'émission de télévision *C dans l'air* (France 5).

### II. Bibliographie

Par souci de clarté, les références bibliographiques relatives à l'intervention militaire de l'Otan au Kosovo font l'objet d'un sous-classement particulier.

### 1. Références générales

- BADIE, Bertrand, « Printemps arabe : un commencement », *Études* 2011/7, Tome 415, pp. 7-18.
- BAUDRILLARD, Jean, *La guerre du Golf n'a pas eu lieu*, Paris, Galilée, 1991.
- BEGUIN, François, « Quelles images montrer de la guerre au Mali ? », *LeMonde.fr*, 16/01/2013.
- BOUDON, Raymond, *L'idéologie*, Paris, Fayard, 1986.
- BOURDIEU, Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », dans *Questions de sociologie*, Paris Minuit, 1980.
- Raisons politiques*, « Guerres Justes », Dossier coordonné par BRUNSTETTER, Daniel et HOLEINDRE, Jean-Vincent, N° 45, 2012/1.
- CHAMPY, Florent, *La sociologie des professions*, Paris, PUF, 2009.
- COLLON, Michel (dir.), *Libye, Otan et Médiamentonges. Manuel de contre-propagande*, Bruxelles, Charleroi, Investing'Action – Couleur Livres, 2011.
- DELPORTE Christian, *Les journalistes en France, 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris, Le Seuil, 1999.
- DEMEULENAERE, Pierre, « De l'individualisme méthodologique à la sociologie analytique », dans KEUCHEYAN, Razmig, BRONNER, Gérald (dir.), *La théorie sociale contemporaine*, Paris, PUF, 2012, pp. 19-32.
- ENTMAN, Robert, « Theorizing Mediatized Public Diplomacy: The U.S. Case », *The International Journal of Press/Politics*, Vol. 13, 2, 2008, p. 87-102.
- EVENO, Patrick, *Histoire de la presse française, de Théophraste Renaudot à la révolution numérique*, Paris, Flammarion, 2012.
- EVENO, Patrick, *Histoire du journal Le Monde, 1944-2004*, Paris, Albin Michel, Collection « Histoire », 2004.
- GLASER, Barney G., STRAUSS, Anselm L., *The Discovery Of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine Publishing Company, 1967.
- GUIDÈRE, Mathieu, « Histoire immédiate du « printemps arabe » », *Le Débat* 1/2012, N° 168, pp. 129-145.
- GUIDÈRE, Mathieu, *Le Choc des révolutions arabes*, Paris, Autrement, 2011.
- HANNE, Isabelle, « Presse : des chiffres et des pertes », *Libération*, 11/12/2012.
- HECKER, Marc, RID, Thomas, *Communication en opérations extérieures : évolution du traitement médiatique des opérations*, Les Documents du C2SD, N° 102, 2009.
- LACHER, Wolfram, *Bruchlinien der Revolution. Akteure, Lager und Konflikte im neuen Libyen*, SWP-Studie, Berlin, März 2013. [http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/studien/2013\\_S05\\_lac.pdf](http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/studien/2013_S05_lac.pdf).
- McCOMBS, Maxwell E., SHAW, Donald L., « The agenda-setting function of the mass media », *Public Opinion Quarterly*, Vol. XXXVI, N° 2, 1972.
- MERTON Robert, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965 (1953).
- MONGIN, Olivier, « Au-delà du printemps arabe, un basculement social à l'échelle mondiale », *Esprit*, 2011/12, pp. 141-145.
- POTTER, Evans H. (ed.), *Cyber-Diplomacy: Managing Foreign Policy in the Twenty-First Century*, London, McGill-Queen's University Press, 2002.
- RICH, Franck, *The Greatest Story Ever Sold: The Decline and Fall of Truth from 9/11 to Katrina*, New York, Penguin Press, 2006.
- WEBER, Max, *Économie et société*, Tome 1, Paris, Plon, 1971 (1922).
- WOLTON, Dominique, *War Games : l'information et la guerre*, Paris, Flammarion, 1991.

### 2. Références relatives à l'intervention de l'OTAN au Kosovo

- CLAUDE, Patrick, « Kosovo : les médias britanniques accusés par le gouvernement », *Le Monde*, 13/07/1999.
- DUTHEIL, Guy, « Les chaînes françaises ont tiré les leçons de la Guerre du Golfe », *Le Monde*, 08/04/1999.
- HALIMI, Serge, VIDAL, Dominique, avec MALER, Henri, *L'opinion, ça se travaille. Les médias et les « guerres justes » : Kosovo, Afghanistan, Irak*, Paris, Agone, Col. « Éléments », 5<sup>ème</sup> édition revue et augmentée, 2006.

**SOCIOLOGIE D'UNE AUTRE BATAILLE**  
**LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DE L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE**  
**Analyse comparée : France, Royaume-Uni, Allemagne**

---

de LA BROUSSE, Renaud, « La couverture médiatique de la guerre du Kosovo ou le journalisme impossible », *Les Cahiers du journalisme*, 7, juin 2000, pp. 196-210.

MARTHOZ, Jean-Paul, « Une presse qui a refusé le garde-à-vous », dans ADAM, Bernard (dir.), *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Bruxelles, GRIP, Éditions Complexe, 1999.

MERCHET, Jean-Dominique, « Muette comme une bombe », *Libération*, 09/04/1999.

MERLE, Marcel, « Politique intérieure et politique extérieure », *Politique Étrangère*, Volume 41/5, 1976, p. 409-421

ROSENZWEIG, Luc, « L'Otan a perdu la guerre des mots et des images », *Le Monde*, 31/03/1999.

SANGER, David E., *Confront and Conceal: Obama's Secret Wars and Surprising Use of American Power*, New York, Crown Publishers, 2012.

SCHNEIDER, Vanessa, « Au siège de l'Otan, cafouillages en direct. Depuis le 24 mars, porte-parole civils et militaires propagent des rumeurs », *Libération*, 08/04/1999.

SERGENT, François, « La BBC dans le collimateur de Blair », *Libération*, 20/04/ 1999.

*Les Cahiers du journalisme*, 7, juin 2000.

*Les Cahiers de Médiologie*, « Croyances en guerre : l'effet Kosovo », N° 8, deuxième semestre 1999.

## Sociologie d'une autre bataille

La couverture médiatique de l'intervention militaire en Libye

Analyse comparée : France, Royaume-Uni, Allemagne

Fondée sur un dispositif empirique original, la présente étude propose une analyse comparée du traitement médiatique de l'intervention militaire en Libye (2011) en France, au Royaume-Uni et en Allemagne. Sur la base des enseignements de cet exemple, elle revient également sur les mécanismes de construction de l'information dans le cadre des conflits armés.

Après un détour pour comprendre le fonctionnement de la communication opérationnelle durant l'intervention militaire, la première partie de l'étude vise à mettre en relief certains traits importants des modalités d'agencement des relations entre les institutions, les médias et l'opinion publique.

Dans un second temps, la démonstration s'attache à illustrer et à expliquer le constat général effectué à partir de l'exercice comparatif, c'est-à-dire celui d'une couverture médiatique de l'intervention militaire qui apparaît relativement homogène dans les trois pays étudiés. Malgré tout, au-delà des convergences, l'analyse révèle aussi la marque de logiques nationales à l'œuvre dans le récit médiatique des événements.

La caractérisation des déterminants de ces logiques nationales identifiées permet de retirer quelques éléments formels de compréhension des mécanismes de médiatisation des conflits armés. Leurs ressorts sont complexes et dépendent de nombreux facteurs, variables selon les contextes, notamment depuis l'émergence des technologies numériques d'information et de communication.



IRSEM

1 place Joffre – case 46

75700 Paris SP 07

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

ISSN : 2116-3138

ISBN : 978-2-11-138011-0